

BERGERET
Herman GRÉGOIRE

MESSAGES PERSONNELS

ÉDITIONS BIÈRE

DEPARTEMENT
DE LA
CHARDONNE
SECTEUR
SUD



MESSAGES PERSONNELS

Cette édition
dite

ÉDITION DU MAQUIS

a été tirée à

25 exemplaires hors commerce
réservés aux auteurs et à leurs amis, imprimés à leur nom

500 exemplaires numérotés de 1 à 500

signés des auteurs.

Ces exemplaires sont imprimés en quatre couleurs
sur papier kraft tiré du pin des Landes
et illustrés de quatorze compositions originales et de culs-de-lampe
de Jean VAUTHIER.

Ils sont accompagnés d'une suite à part des dessins,
signés de l'artiste.

Le signet est confectionné avec des cordonnets de soie
provenant de parachutes alliés et portant
le cachet officiel de l'at-major clandestin de Dordogne-Sud.

EXEMPLAIRE N° **113**

— BERGERET —
HERMAN GRÉGOIRE

MESSAGES PERSONNELS

Nous partîmes cinq cents, mais par un prompt renfort
Nous nous vîmes trois mille en arrivant au port.

(L'E. CRO.)

précédé d'un extrait d'une lettre d'André MALRAUX

BORDEAUX

ÉDITIONS BIÈRE

18 à 22, rue du Peugue

MESSAGES
PERSONNELS

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation
réservés pour tous pays.

Copyright by Éditions Bière, 1945.

Aux héros tombés en Dordogne-Sud pour la libération du territoire, aux victimes de la cruauté ennemie, aux villages martyrs de Mouleydier et de Pressignac, à tous les combattants obscurs de cette noble cause que nous avons essayé de mettre dans sa vraie lumière, ce livre est dédié.

De même que nous n'avons pas toujours su dégager l'émotion d'événements où chacun de vous engagea plus encore son cœur que son esprit, nous n'avons pas non plus cité tous les noms qui méritaient de l'être. La conduite du récit et les caprices de la mémoire ont seuls déterminé des citations qui n'ont pas la prétention d'être complètes. Il nous était interdit, d'ailleurs, de citer les plus malheureux d'entre nous : les déportés.

C'est l'histoire de la Résistance du maquis que nous avons retracée, non celle des résistants. Pour dire toute la noblesse dont ils ont fait preuve, l'héroïsme et le dévouement qu'ils ont témoignés, des volumes n'auraient pas suffi.

Janvier-mars 1945.

Le chef de Dordogne - Sud, Bergeret, a voulu que je signe avec lui ce livre où nous avons exposé tant d'idées et de vues communes sur un sujet qui nous est également cher, mais les événements rapportés ici, c'est lui qui les a vécus. Ce récit est le sien, cette histoire est la sienne. Je regretterai toujours les circonstances absurdes qui m'ont amené si tard à ses côtés.

Je me suis mis d'autant plus volontiers à sa disposition pour ce travail d'historien que, dans les différents coins de France où ma « résistance » m'a conduit, je n'ai pas trouvé ce vœu unanime de la population, ces combattants bien armés et ce chef particulièrement conscient de sa mission qui ont donné, dans le Bergeracois, son unité, son ampleur, sa valeur exemplaire au mouvement.

H. G.



« Le grand intérêt de votre livre tient à ce qu'il expose, simplement, une suite de faits historiques sous l'angle de vision de ceux qui y ont participé. Rien n'est plus rare. Un exposé de ce genre, sur l'action d'un département pendant la Révolution, serait aujourd'hui d'un intérêt inappréciable; mais il n'en existe pas. Ce sont de tels ouvrages qui permettront aux historiens d'échapper au démon de l'histoire, de retrouver sous les mythes, ou sous l'incarnation de ces mythes, la réalité concrète, l'état d'esprit vivant. Au moment où, attaquée et défendue, la Résistance commence sa légende, il est capital que l'expérience trouve son témoignage. Sans doute, le vôtre ne sera-t-il pas le seul; mais je crains qu'il n'y en ait moins que nous ne l'espérons...

» C'est dans des traditions orales, dont le ton devait être bien proche de celui de votre livre, que Michelet a puisé; c'est elles qui donnent tant d'accent à son histoire de la Révolution. Quelque historien viendra qui trouvera chez vous, au-delà des documents, un écho de ce que fut en ce temps le battement du cœur du peuple de France... »

André MALRAUX.

Le maquisard, Français moyen

IL faudra bien écrire un jour « l'histoire du maquis », raconter ce que fut, en France, sous l'occupation allemande, l'organisation clandestine de la Résistance. Cette histoire sera sans doute écrite plus tard, avec le recul qu'exigent les historiens pour y voir clair, trier leurs documents et rester objectifs.

En attendant, je voudrais apporter un témoignage sans apprêt à ceux qui, dans l'avenir, tâcheront de dégager la vérité des faits et de retracer l'épopée d'une France trahie, vaincue, occupée, mais qui a réussi à se sauver elle-même.

Mon aventure n'est pas l'histoire de la Résistance, c'est une contribution à cette histoire.

J'ai commencé, en 1941, par grouper dix hommes. Je n'avais ni titre ni mandat. Le 6 juin 1944, lorsque les Alliés débarquèrent sur les côtes de Normandie, j'avais cinq mille hommes armés sous mes ordres. C'est le chemin parcouru pour réunir et organiser cette petite armée, au milieu de persécutions et d'embûches, que je veux retracer.

En 1940, lorsque l'armistice m'a rendu à la vie civile, j'avais trente-six ans. J'ai quitté alors mon uniforme de capitaine de réserve et j'ai repris mon poste d'inspecteur des Domaines, à Bergerac, dans l'administration où je travaillais depuis 1924. Je

n'étais ni soldat de métier, ni aventurier de tempérament, ni héros romantique. Si ce trait de mon caractère peut ajouter un accent de sincérité à mon récit, j'avouerai même que je ne suis pas ce qu'on appelle un « sportif ». C'est pour les besoins de la Résistance que, pendant la guerre, j'ai passé mon permis de conduire et acheté une auto, puis roulé en moto et, surtout, à bicyclette, n'ayant, finalement, plus d'autre moyen de prospecter les campagnes et d'y grouper les patriotes.

Je me permets de faire de moi ce rapide portrait, parce que je crois être un modèle de parfait « maquisard », c'est-à-dire un Français moyen. Il faut entendre cette expression de Français moyen telle que la définissait Giraudoux, quand il donnait la plupart de nos grands hommes pour des Français moyens : des hommes qui possèdent la moyenne des vertus françaises.

Le Français moyen, c'est le soldat de Valmy, c'est le héros de la Marne, c'est le poilu de Verdun. Ce fut aussi le maquisard, et, en cette dernière occasion, comme en toutes les autres, son mérite fut de faire de grandes choses avec de faibles moyens.

Une des caractéristiques de la Résistance, un des traits de caractère des hommes animés par l'esprit de résistance fut, d'abord, une méfiance assez marquée vis-à-vis des techniciens brillants qui avaient trompé la France sur ses propres faiblesses par de trop savants calculs et aussi, avec parfois un manque de discernement regrettable, vis-à-vis des officiers d'active.

En fin de compte, les paysans, les artisans, les vieux poilus de 1914-1918 qui constituaient pour une bonne partie les troupes de la Résistance ont fait confiance, de préférence à tout autre, au civil, au Français moyen

que je suis. Cette confiance, les colonels et les commandants que j'avais sous mes ordres me l'ont aussi témoignée avec une parfaite loyauté.

Il est probable que ni un homme politique connu, ni un militaire de carrière n'aurait pu obtenir l'unité qui, jusqu'au 7 juin 1944, a caractérisé la Résistance dans le Bergeracois.



Les globules blancs

Une capitulation est essentiellement une opération par laquelle on se met à expliquer au lieu d'agir et les lâches regorgent d'explications.

PÉGUY.

UNE collectivité, un peuple, ressemble à un corps physique. Suivant son âge, la saison, le climat, les blessures qu'il a reçues, les maladies qu'il a subies, il se trouve à certains moments de son histoire en état de moindre résistance. Il n'a plus de globules blancs en suffisance. Un globule blanc qui ne vient pas faire son devoir quand l'organisme est menacé, c'est un traître.

Un écroulement comme celui de notre pays n'est pas seulement le fait de duplicités, de négligences et de sabotages trop certains. Surprise en pleine crise de langueur, la France ne voulait pas se battre. Dans un régiment comme le mien, le 7^e Régiment d'infanterie coloniale, qui avait attaqué sur la Somme, qui s'était battu à Noyon, qui s'était replié en bon ordre, jusqu'en Dordogne, et avait encore assez de discipline et de tenue pour défiler correctement les 8 et 14 juillet, le moral n'était pas brillant. C'était un moral « Pétain », pour tout dire.

La plupart des hommes se moquaient éperdument de l'avenir du pays, livré d'une façon quasi totale

aux entreprises de l'ennemi. Ils étaient plutôt contents que ce fût fini. Ils étaient persuadés que les prisonniers allaient revenir et que la paix serait signée dans le plus bref délai.

C'était le début de l'été. La vie était facile. On croyait que cela durerait toujours. Certes, l'hiver ferait bientôt entendre la voix de sa dure sagesse. Pour le moment, personne ne « réalisait » l'importance de la défaite. Ceux qui parlaient de continuer la guerre en Afrique du Nord passaient pour des fous, ou bien on leur prêtait des mobiles suspects.

Après les combats de la Somme, du canal du Nord, de l'Oise et de Baron, le régiment, très éprouvé, était réduit à six cents hommes et seize officiers. A deux reprises, je restai le seul officier de ma compagnie, qui finit par être reformée avec les débris de deux autres compagnies et portée à cent cinquante hommes.

Nous n'avions ni aviation ni tank.

Chaque soir, nous « décrochions » et profitions de la nuit pour prendre position à 30, 40, 50 kilomètres plus au sud, au terme d'étapes exténuantes.

Nous sentions bien que nous faisons partie d'une armée vaincue. Nous étions pourtant persuadés que nous allions nous replier sur des positions « préparées à l'avance », et arrêter enfin l'adversaire.

J'interrogeai un capitaine qui avait fait la guerre de 1914 :

— Mais enfin, en 1914, au moment de la retraite de Belgique, vous faisait-on faire de pareilles étapes sans combattre ?

— Jamais de la vie ! On se repliait de crête en crête, sans cesser de combattre.

Puis, il ajouta, après un silence, hochant tristement

la tête, pensant à la situation présente et à toutes les misères qu'endurait son bataillon vaincu :

— Je me demande s'il ne vaudrait pas mieux arrêter les frais.

Je tressaillis. Il ne m'était pas venu à l'idée qu'une bataille perdue pût entraîner la fin du combat pour la France.

— En 1914, après Charleroi et la retraite, on les a bien arrêtés sur la Marne. Il en sera de même cette fois encore !

— La Marne ? Elle est loin derrière nous !

C'est vrai qu'on avait dépassé la Marne et la Seine. Bientôt la Loire. Il fallut se rendre à l'évidence. Ce fut l'armistice et, pendant que la démobilisation se poursuivait, on répartit le régiment dans la campagne de Dordogne, au nord du département. Ainsi je vins finir cette première phase de la guerre sur les lieux mêmes où j'allais la recommencer.

Je n'avais pas encore une idée très précise de ce que l'avenir nous apporterait, mais j'étais bien décidé à ne pas accepter notre humiliation comme une chose définitive.

L'armée était pour Pétain. Quand l'Assemblée nationale — que les moins farouches d'entre nous jugeaient assez vile pour l'appeler l'Assemblée-croupion — hésita à confier les pouvoirs au Maréchal, les officiers d'active se tinrent prêts à marcher sur Vichy. C'est là un fait très peu connu, mais dans quelques régiments, dont le mien, certains officiers d'active furent pressentis pour entrer en action « en cas de trouble ». C'était pour imposer le Maréchal si l'Assemblée n'avait pas été docile.

Dirai-je qu'il y avait parmi nous des collaborateurs ? Ce serait dépasser ma pensée.

Le mot n'avait pas encore été trouvé, mais la double tendance existait déjà : les résistants et les non-résistants.

Ce que je sentais confusément, sans bien pouvoir l'expliquer, c'est que la France était malade, mais qu'un corps malade, s'il « tient » assez longtemps, finit par fabriquer lui-même ses contrepoisons, ses globules blancs.

Le général commandant la division prononça à l'issue de la revue du 8 juillet une allocution devant ses officiers. « Sans doute, dit-il en substance, nous avons été battus, mais nous n'avons rien à nous reprocher, et nous pouvons nous incliner sans honte devant l'arrêt du destin. »

Il avait un petit air satisfait comme un joueur philosophe qui, ayant appliqué correctement les règles du jeu, se désintéresse du résultat de la partie. J'étais furieux de sentir cette sorte de résignation dans la défaite.

Je n'étais pas seul, pourtant, à garder l'espoir. Le capitaine Noutary, commandant le bataillon, nous fit tenir, le 3 juillet, l'ordre du jour suivant :

7^e R. I. C.
1^{er} Bataillon

Note Confidentielle

Les commandants des compagnies feront à leurs hommes des causeries sur le thème suivant :

Les conséquences de notre défaite sont immenses : aussi bien dans le domaine moral que dans le domaine matériel. L'Allemagne veut l'écrasement de la France, sans possibilité de relèvement.

Or, la France ne veut pas, ne peut pas, ne doit pas périr. Elle a encore de fortes raisons d'espérer : la partie qui continue peut

tourner à l'avantage de l'Angleterre, aidée de l'Amérique, et il n'est pas impossible que les forces allemandes connaissent à leur tour les revers des armes. Ce sera notre heure, l'heure du rassemblement des vrais Français pour le choc final, pour la libération de notre patrie.

C'est pourquoi, même après la démobilisation, nous devons nous tenir prêts à reprendre les armes. Nous devons nous efforcer, en attendant, de rester unis, de conserver intact notre sentiment patriotique et de développer notre sens de la discipline et notre esprit de sacrifice à la plus noble des causes, celle d'une France forte et libre.

P. C., le 3 juillet 1940 :
le capitaine NOUTARY,
Cdt prov. le bataillon.

Allons, tout n'était pas perdu.

A Tours, les vétérans de 1918 s'étaient portés au-devant des « panzer » avec des fusils de chasse. Des officiers parlaient de reprendre, un jour, les armes... Dans le corps exsangue de la France, il y avait encore des globules blancs. Ils se multiplieraient. Déjà, la Résistance naissait de la défaite.



La radio anglaise

En temps de guerre, celui qui ne se rend pas est mon homme, quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti. Il ne se rend point. C'est tout ce qu'on lui demande.

Et celui qui rend une place ne sera jamais qu'un salaud quand même il serait marguillier de sa paroisse.

PÉGUY.

JE repris donc mes vêtements civils et retournai à Bergerac. J'y retrouvai ma femme, mes parents et mon poste d'inspecteur des Domaines. J'y retrouvai aussi, à part les remous causés par le passage des réfugiés, la même vie et la même abondance qu'autrefois.

La neutralité équivoque établie par Vichy obscurcissait les consciences. L'ensemble du pays, comme la plus grande partie de l'armée, voulait la paix, se chauffait, faisait le gros dos au soleil de l'armistice.

Une sourde inquiétude perçait bien sous les propos optimistes. On parlait de deux millions de prisonniers. La plus grande partie était encore en France dans des camps, mais Hitler, malgré les bruits qu'il avait fait courir, ne les rendait pas. Enfin, on espérait encore... On ne savait pas que cela tournerait si mal par la suite.

Le clergé, comme l'armée, acclamait Pétain. En son honneur, les bonnes sœurs défilaient dans les rues de Bergerac en chantant : « Maréchal, nous voilà ! » Disons tout de suite qu'en 1943 elles ne chantaient plus.

Il faut admirer les curés : ils ont compris avant beaucoup d'autres.

Toutefois, je me sentais seul. J'avais bien autour de moi des résistants de base, des gens qui, du fond du cœur, disaient : « Non ! » aux mensonges de Vichy, mais je rêvais de passer à l'action, et je ne voyais personne sur qui m'appuyer.

Inquiet de connaître la vérité, je pris un journal. Tout y était truqué. J'en achetai un autre, il ressemblait au premier comme un frère. Je changeai trois ou quatre fois de gazette, mais si le texte était différent, je ne trouvais pas de changement dans le fond. Je rejetai ce pauvre tissu de maladresses et de contre-vérités, et je renonçai, pour cette période de la guerre, aux poisons de la presse imprimée.

On parlait beaucoup, à voix basse il est vrai, du général de Gaulle. Il passait pour dire aux Français de dures vérités, mais il ne mâchait pas non plus les leurs à ceux qui nous avaient trahis. Il y avait donc un Français libre, décidé à ne pas mettre bas les armes, qui tenait l'armistice pour nul et non avenu, et la défaite pour sujette à révision. Voilà l'homme qu'il fallait écouter.

Le premier miracle de la Résistance, ce fut la radio française de Londres. Elle fut, pour chacun de nous, un appui moral, l'assurance que nous n'étions pas seuls, que nous n'étions pas livrés sans recours à nos ennemis.

*
*
*

La lutte ouverte n'était pas encore commencée, mais une lutte sournoise se poursuivait jour après jour. Vichy essayait de réduire les consciences. Le gouvernement avait sur les fonctionnaires des moyens de pression. Il les menaçait dans leur carrière, dans leurs moyens d'existence.

On venait de former la Légion des anciens combattants. C'était un ballon d'essai. La Légion elle-même ne gêna jamais sérieusement les patriotes. Le chef de la Légion à Vergt devint un de nos chefs de section, et celui d'Eymet, Alessandri, démissionna pour organiser le mouvement de résistance. Quant à moi, je refusai de m'y inscrire. On n'osa tout de même pas me révoquer.

On faisait passer des listes de souscriptions à des livres édités par le gouvernement ou patronnés par lui. C'était un moyen de voir quels fonctionnaires étaient dans l'obédience de Vichy. Mon refus était d'autant plus marquant que mon nom était toujours en tête de liste. Mais j'écrivais résolument : « Non », et je signais.

Et j'écoutais la radio. Et je prenais contact avec des amis... Nous nous demandions ce qu'il faudrait faire quand le débarquement arriverait. Nous l'attendions pour l'an prochain. Pendant quatre ans, nous l'avons attendu pour l'an prochain... Et, finalement, tant il est vrai qu'il ne faut jamais perdre l'espoir, cette année bénie arriva.

L'armée de l'armistice

AU mois de septembre 1941, je reçus une visite qui eut une influence décisive sur ma détermination : celle du commandant Schneider, officier de grande valeur, que j'avais eu comme chef pendant quelques semaines, en 1940, et qui avait sur moi une grande influence.

Il me promit de me mettre en rapport avec des officiers résistants des Alpes et de Marseille. Je ne les vis jamais venir, mais je m'étais engagé à me consacrer uniquement à la Résistance.

Il y avait une armée dite de l'armistice. Voilà de quoi faire réfléchir un patriote : cent mille hommes armés, avec des mitrailleuses, des canons, mais pas de tanks ni d'avions ! Ce n'était pas une grave menace pour les divisions blindées des Allemands, mais, pour jeter les bases d'une organisation de résistance, ce pouvait être un bel atout.

Il me paraissait que si la Résistance devait s'organiser dans un milieu favorable et dans un cadre précis, l'armée de l'armistice était tout indiquée pour les lui fournir. Comme inspecteur des Domaines, j'avais souvent l'occasion de rencontrer les autorités militaires de Bergerac, où le 26^e R. I. et un bataillon du 1^{er} Génie étaient stationnés. Il y avait des stocks importants de voitures dans la région : sept mille à Picquecailloux et mille cinq cents à Roumanières.

J'avais à contrôler les ventes, et je m'aperçus bientôt que l'armée se livrait à un camouflage de matériel assez sérieux. J'essayai donc de pénétrer dans le réseau des résistants de l'armée, dont j'étais parvenu à connaître les agents. Je n'aboutis pas à grand-chose. La Grande Muette, bien que devenue toute petite, ne voulait pas faire de confiance au « pékin » que j'étais désormais. Pourtant, un adjudant chargé du camouflage, et à qui j'avais procuré de faux registres des Domaines pour couvrir ses opérations, me demanda un jour de lui indiquer des amis sûrs, qui pourraient camoufler du matériel. Je ne me fis pas prier, on le pense bien, mais il ajouta : « Et surtout, pas de gaullistes ! », ce qui me fit bien rire intérieurement.

Il y eut dans la Résistance un divorce préalable entre les civils et les militaires. Si l'union fut réalisée par la suite, il ne subsista pas moins, pendant longtemps, quelques traces de ce malentendu initial.

Ce divorce procédait d'une divergence de vues politiques. Les civils et les militaires n'avaient pas la même conception de cette révolution qu'inaugurerait la Résistance. Les militaires étaient des partisans de Giraud — des résistants de droite si l'on veut ; ils étaient en majorité hostiles à de Gaulle, dont la politique leur paraissait trop hardie. Ils avaient, comme nous, la volonté de bouter les Boches hors de France, mais pour instaurer une dictature militaire, seule forme de salut à leurs yeux.

Les civils, au contraire, tout en ayant la libération du territoire comme premier objectif, considéraient cette opération comme le prélude d'une vaste réforme sociale.

Avec de tels programmes, il n'était possible de s'entendre qu'à demi.

L'armée elle-même, dans sa pauvreté temporaire et ses restrictions humiliantes, trouvait le moyen d'être divisée en deux clans : d'une part, les militaires en uniforme : l'armée de l'armistice ; d'autre part, l'administration, qui comprenait le district militaire, la cartographie, les services scientifiques et démographiques, et dont les officiers portaient le costume civil.

En bref, ce fut après le 11 novembre 1942 que l'armée a compris. Il lui fallut mourir pour comprendre.



A tatons, dans le noir

LA France était divisée en trois zones. En zone occupée, et, mieux encore, en zone interdite, la présence des Allemands avait réalisé l'union entre tous les Français, leur imposant tout naturellement une entière solidarité. Il y régnait une grande confiance, une liberté surprenante de démarches et de propos et, dans une complicité générale, on narguait les « habits verts ».

En zone sud, dite zone libre, les Allemands n'étaient pas là, mais la surveillance des agents de Vichy était plus perfide. Ces gens pouvaient trahir un Français en prétendant être eux-mêmes bons patriotes et servir la nation. Ce fut la grande infamie de Laval de diviser ainsi le pays, sous le couvert et l'autorité du maréchal Pétain. De ce fait, ils ont endossé la responsabilité de toutes les collaborations, des dénonciations de patriotes, de la chasse aux gens du maquis.

C'est dans ce malaise qu'il fallut commencer à agir, jeter les bases modestes mais solides des organisations futures. Je groupais quelques-uns de mes amis. Cela se bornait à des conversations. On se réunissait à une dizaine. Nous confrontions nos espoirs. Nous nous disions : un jour viendra ! mais quand viendra-t-il ?

Il y avait dans mon quartier un brave homme, M. Rettien, menuisier, qui avait constitué une

section de résistance. Un jour, il vint me trouver et me dit : « Voilà où j'en suis. Je connais à peu près vos sentiments, je sais que je puis compter sur vous. Je n'ai aucune compétence militaire. Vous êtes capitaine de réserve. Voulez-vous être mon adjoint ? » On imagine avec quelle joie je sautai sur la proposition. J'amenai mes dix hommes, et nous nous trouvâmes faire partie d'un mouvement de Résistance.

Voici comment les sections devaient être constituées :

Au sommet, le chef de section. Il cherche trois chefs de groupe, chaque chef de groupe recrute trois chefs d'équipe, chaque chef d'équipe trouve trois adhérents ; en tout, cela fait quarante hommes. L'équipier ne doit connaître que son chef d'équipe, le chef d'équipe connaît ses trois hommes et le chef de groupe, le chef de groupe ses trois chefs d'équipe et son chef de section. Idéalement, ce dernier ne devrait se trouver en relations qu'avec les trois chefs de groupe qu'il a choisis. Dans la réalité, les contacts sont plus nombreux. Il n'en est pas moins vrai que beaucoup de résistants ont travaillé longtemps ensemble sans se connaître, à la faveur de ce cloisonnement.

CHEF DE SECTION								
Chef de Groupe			Chef de Groupe			Chef de Groupe		
Chef d'équipe	Chef d'équipe	Chef d'équipe	Chef d'équipe	Chef d'équipe	Chef d'équipe	Chef d'équipe	Chef d'équipe	Chef d'équipe
1-2-3	1-2-3	1-2-3	1-2-3	1-2-3	1-2-3	1-2-3	1-2-3	1-2-3

C'était un début. Ce n'était pas assez. Je voulais en savoir davantage.

Un pas en avant

COMMENT, vous ne le connaissez pas ?

J'exprimais à un de mes amis mon regret de ne pas mieux connaître le mécanisme et les dirigeants du mouvement, et voilà qu'il s'écrie :

— Voulez-vous que je vous présente au chef de secteur ?

— Le plus tôt sera le mieux.

Le chef du secteur était en train de constituer son état-major sur le type militaire, avec quatre bureaux. Il me confia son 3^e bureau, celui des opérations. En octobre 1942, il me désignait comme son successeur éventuel.

Ma première victime fut l'armée de l'armistice. Les sections constituées dans les villages surveillaient les allées et venues des militaires. Un jour, on me signala que des caisses d'armes et de munitions étaient enterrées dans un petit bois, près de Lembras. Nous y allâmes, le soir, avec des pics pour faire des sondages. Nous avions un peu le trac : c'était notre première expédition. Tout se passa très bien. Nous revînmes le lendemain avec des camions, et nous emmenâmes le tout.

Un autre jour, nous trouvâmes de l'essence dans une grange abandonnée ; une autre fois, des mitrailleuses, hélas ! sans munitions !

Pendant tout ce temps, j'avais conservé mon emploi, je sauvais la façade, mais ma vie de fonctionnaire me paraissait moins monotone. Grâce à la

complicité du secrétaire en chef de la sous-préfecture, qui faisait partie de la Résistance, j'avais pu obtenir un permis de circuler. J'avais, comme je l'ai dit, acheté une petite voiture, et je rayonnais dans les campagnes.

Puis le mouvement prit de l'ampleur. Je me souviens d'un déjeuner près de Monpazier. Carnot, qui commandait ce sous-secteur, nous avait reçus avec tous ses chefs de section dans une ferme isolée où il offrit un magnifique repas. C'était la Résistance officielle, la clandestinité insolente. Par la suite, Carnot installa un maquis combattant, et la ferme fut attaquée et brûlée.

Déjà, nous comptions quatre ou cinq sections : Bergerac, Prigonrieux, Monpazier, Villereal, Sigoules..., guère davantage. Nous organisons la défense de la vallée. Je me préoccupai d'installer une section en avant de chaque pont de la Dordogne, avec des « sonnettes » dans le sud, pour le cas où l'ennemi remonterait du Midi. Ces « sonnettes » étaient notamment à Issigeac, Villereal, Eymet. J'avais essayé de travailler Périgueux, mais cela ne rendait pas beaucoup à cette époque. Un fumiste disait y avoir quatre cents hommes. Il n'en avait pas cent cinquante. Il devait même avoir une activité assez suspecte puisque, plus tard, il fut descendu par les résistants eux-mêmes.

Ainsi, par la force des choses, notre action se cantonnait déjà dans le sud de la Dordogne. Après un démarrage pénible, où il fallut gagner de proche en proche, avec une extrême prudence, en s'entourant de renseignements minutieux, nous étendîmes à toute la région notre réseau de vigilance et d'action.

On nous opposa parfois des refus.

On ne nous a jamais vendus. Le Bergeracois n'est pas la patrie des traîtres.

Novembre 1942

NOVEMBRE 1942, les Américains débarquent en Afrique du Nord. Les Allemands envahissent la zone sud de la France et escamotent cette pauvre armée de l'armistice qui subsistait grâce à une illusion de souveraineté de Vichy et à une soi-disant neutralité.

Je n'avais pas perdu le contact avec les militaires. Or voilà que l'armée est dissoute, et ses éléments vont être jetés dans la clandestinité, bon gré, malgré. Je suis plein d'espoir, mais bientôt, je vois des stocks précieux : camions, armes, ravitaillement, équipements, munitions, passer aux mains de l'ennemi. Quant aux armes que l'armée avait pris soin de camoufler elle-même, elles furent remises à Laval et aux Allemands.

Au 6 juin 1944, il ne subsistait, pour tout armement provenant de l'armée, que quinze mitrailleuses, vingt-cinq mitraillettes et les armes individuelles des officiers, alors qu'il y avait eu deux cent mille fusils à la Poudrerie, que, dans le Sarladais, il y avait eu des armes en masse et des camions à Couze.

Au cours de l'hiver 1942-1943, je vis, à diverses reprises, le commandant Paquette, qui commandait à Bergerac à la rupture de l'armistice et qui était resté en liaison avec plusieurs de ses officiers, ceux-ci ayant gardé contact avec certains de leurs hommes.

Après quelques semaines de travail commun, le commandant Paquette nous quitta. Nous ne reprîmes les relations qu'au mois d'août 1943. Il avait rejoint, à Toulouse, le mouvement de l'armée, appelé O. R. A. (Organisation de résistance de l'armée).

En fait, le concours massif sur lequel j'avais tant compté ne nous fut pas acquis. Beaucoup d'officiers ne sont venus à l'Armée Secrète qu'après le débarquement.

Au départ, il n'y avait parmi nous qu'une douzaine d'officiers d'active. En septembre 1944, il y en eut beaucoup plus. C'est aux premiers que, dans ce livre, je rendrai un juste hommage.



Camouflage d'hommes

Si, par la suite, notre grand souci fut de cacher des armes, nous fîmes d'abord notre apprentissage en camouflant des hommes. Les avions qui survolaient la France étaient parfois descendus. Tantôt, l'équipage arrivait à fuir, et alors il fallait le passer de main en main jusqu'à la frontière ; tantôt, comme par un artifice international la France était neutre, il était interné et s'évadait à la première occasion. La Résistance le prenait en charge.

Deux officiers américains et deux soldats anglais me furent ainsi confiés. Le capitaine et le lieutenant américains appartenaient à l'équipage d'une forteresse volante qui avait été abattue dans le nord de la France. Descendus en parachute, ils avaient pu se cacher dans les bois, où ils furent trouvés par un résistant qui vint les chercher la nuit et les amena chez lui. Puis il les confia au réseau qui avait été établi pour l'acheminement des équipages jusqu'à la frontière espagnole. Un service spécial de l'Intelligence Service était chargé de cette besogne, que dirigeait un Anglais, nommé Georges. Une étape du voyage était Bergerac. Il y passa une bonne centaine de ces rescapés. On imagine toutes les difficultés à surmonter et les risques à courir pour faciliter à des soldats alliés la traversée de toute la France. Evidemment, ils avaient des vêtements civils, on les munissait de

fausses cartes d'identité. On les faisait accompagner par un Français pour éviter qu'ils eussent à répondre en public à des questions. Mais si, par hasard, ils venaient à ouvrir la bouche, c'était presque certainement la catastrophe. Il aurait fallu, avant de faire voyager chaque rescapé et d'établir ses faux papiers, l'étudier soigneusement. Mais on n'avait pas le temps. C'est ainsi que pour l'un de mes hôtes, originaire de la Floride, on avait choisi le nom de Leroy. Comme il avait un fort accent américain, et qu'il n'arrivait pas à prononcer les « r », quand on lui demandait son nom, il répondait Le-oy. Ce n'était qu'une petite complication, parmi tant d'autres, mais c'est souvent un petit détail qui ruine les plus savantes combinaisons.

Mon Dieu ! Ces Américains et ces Anglais, on aurait voulu les recevoir le mieux possible, leur donner la plus haute idée, leur laisser le meilleur souvenir de la gentillesse et de l'hospitalité françaises. Mais, tout d'abord, il fallait éviter les indiscretions de la femme de ménage, veiller à ce qu'elle ne s'aperçoive pas de la présence des fugitifs, s'arranger pour qu'elle ne constate pas qu'il y avait plus de linge à laver, plus de vaisselle à faire. Enfin, quand on était entre soi, on essayait de parler. La conversation n'était pas facile. Ils ne connaissaient le français ni l'un ni l'autre. Moi, mon anglais était rudimentaire, et je construisais mes phrases à grand renfort de dictionnaire. Ils ne pouvaient d'ailleurs pas m'apprendre grand-chose sur les sujets qui m'intéressaient le plus. Les questions de politique leur étaient tout à fait étrangères. Ils se bornaient à dire le plus souvent : « Difficult ! Difficult ! » Oui, tout était bien difficile !

Je ne parle pas des réfractaires qui furent camouflés dans la région. Ils étaient en grand nombre. Le dernier que j'hébergeai chez moi, un médecin israélien nommé Schiffmann, dut partir au moment où moi-même je m'imposai la sage mesure de ne plus coucher sous mon toit.

Un soir déjà les gendarmes nous avaient fait une belle peur. Il pouvait être onze heures quand nous entendons frapper à la petite porte du jardin ; c'était une porte condamnée. Jamais on n'entrait ni ne sortait par là ; la première idée qui nous vint à l'esprit c'est que la maison était cernée.

Je demande : « Qui est là ? »

On répond : « La gendarmerie. »

— Cette porte ne s'ouvre pas, criai-je, faites le tour.

Nous entendons le pas des gendarmes qui font le tour de la maison. Pendant ce temps, Schiffmann sort par la fenêtre du jardin, et je vais ouvrir à la maréchaussée.

Nous nous étions émus bien inutilement. Nos lumières étaient insuffisamment voilées et, pour infraction aux règlements du black-out, j'écopai d'une jolie contravention. Je n'ai jamais, je crois, payé une amende avec autant de plaisir.

A mon tour, je devais connaître la joie et l'angoisse d'être camouflé. Je partageai cette vie d'homme traqué que tant de réfractaires qui se faisaient passer pour des ouvriers agricoles menaient alors dans des fermes.

Fuite précipitée

JE viens chercher 's talons Wood-Milne... »
C'est en prononçant ces mots que, mon chef et moi, nous présentâmes un beau matin de mai 1943 dans une humble boutique de Périgueux qui servait de « boîte aux lettres ».

— Ça n'existe plus ! nous répondit-on sans paraître faire autrement attention à nous.

La boîte aux lettres était « brûlée ». Nous nous gardâmes d'insister. A midi, l'homme était arrêté par la Gestapo.

Arrêtés également ce matin-là le patron et le personnel d'une autre « boîte aux lettres » qui, pourtant, était abandonnée depuis un certain temps.

Je me rendis cependant à la sortie de l'école où j'espérais rencontrer le chef de Périgueux, notre ami Boissière, qui était instituteur. Les élèves se dispersent, joyeux de terminer leur matinée de travail. Pas de Boissière. Je me rends chez lui. Dans l'escalier, ses enfants, deux jolis bambins de trois et quatre ans, jouent au ballon. La mère de Boissière, méfiante, refuse de me recevoir. Je lui crie : « Je suis Liber » (mon nom de guerre à cette époque) et j'entre. M^{me} Boissière, alitée et gravement malade, m'apprend que son mari vient d'être arrêté. Les Allemands ont fouillé partout. C'est à peine s'ils ont respecté le lit de la malade. Je tâche de la réconforter : La

Résistance est une grande famille qui ne l'abandonnera pas dans cette épreuve. D'ailleurs, son mari reviendra, c'est certain ; il était prudent, aucune preuve ne pourra être produite contre lui.

Des preuves ? Ah ! malheur ! La Gestapo n'était pas un tribunal s'embarrassant de plaidoiries et de preuves. Après avoir eu les ongles arrachés, mais sans avoir parlé, Boissière fut fusillé, et sa femme mourut sans que son entourage lui eût enlevé l'espoir de sa guérison et celui d'une réunion possible avec son mari.

Longtemps, l'image de ces enfants jouant dans l'escalier au seuil du foyer détruit devait me poursuivre et animer mon désir de vengeance.

Ce même matin, après ce double échec, le chef et moi nous rendîmes à la préfecture où, après un échange compliqué de mots de passe, nous prîmes contact avec le dénommé Aline. Nous devions le revoir dans l'après-midi, mais, alerté par la série d'arrestations de la matinée, il disparut prudemment. C'était un personnage important dans la Résistance, car il avait trouvé le moyen de s'infiltrer dans la Gestapo, et c'est grâce à lui que, quelques jours plus tard, je fus prévenu d'avoir à prendre le large. Il sauva peut-être ma vie, en tout cas ma liberté, et je devrais bien lui payer ici le tribut de ma reconnaissance.

Je ne puis songer sans regret qu'il a mal tourné et qu'après avoir si bien commencé, il finit de façon tragique. A force de finasser avec les Allemands, il devint agent double et, comme tel, dut donner des gages à la Gestapo. Il livra quelques hommes de la Résistance. On s'en aperçut rapidement, on se saisit de lui et, cousu dans un sac, il fut jeté dans une rivière.

*
*
*

Depuis cette journée de Périgueux où j'étais passé entre les mailles du filet de la Gestapo, je me tenais plus que jamais sur mes gardes. Tout était prêt pour une fuite rapide : fausses cartes d'identité pour ma femme et moi, valise, bicyclettes, lieu de retraite. Par mesure de précaution, je ne couchais plus régulièrement chez moi et n'y rentrais que si ma femme disposait à une fenêtre le signal convenu. M. Guédon, mon voisin et propriétaire, me donnait l'hospitalité.

Le 25 mai 1943, je reçus la visite d'un jeune homme inconnu. Il s'en présentait souvent pour avoir de fausses cartes d'identité et le moyen d'entrer au maquis ou de se camoufler dans une ferme hospitalière. Je ne me découvrais que si les mots convenus étaient prononcés.

— Je viens de la part d'un tel...

— Connais pas.

— D'un tel...

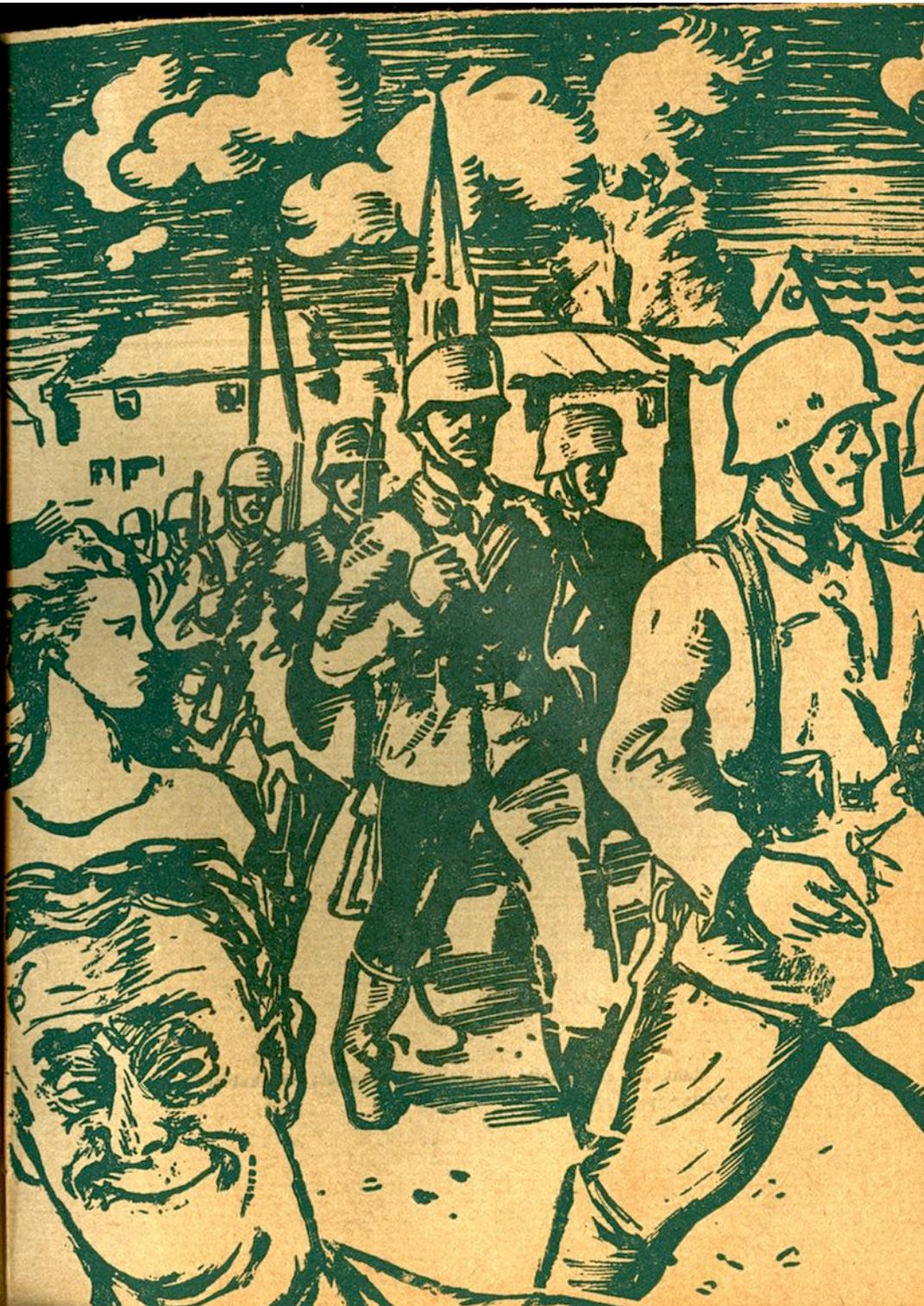
— Connais pas davantage...

Enfin, le messager prononce le nom d'Aline et quelques mots magiques qui me mettent en confiance. Il ajoute :

— Partez avec X..., votre chef. La Gestapo vous cherche, ne traversez pas la ville ; ils ont votre photo, vous êtes brûlé. Il faut partir, pas dans une heure, tout de suite.

On a beau s'attendre à la chose, s'y être préparé, cela vous donne tout de même un petit malaise.

Philibert, adjoint au colonel Hilaire, grand chef de la Résistance du Sud-Ouest, qui, précisément, était venu chez moi ce jour-là, s'était absenté. Au repas de midi, la conversation était tombée sur l'éventualité d'un départ forcé, et il m'avait vive-



ment recommandé de m'enfuir avec ma femme, le cas échéant, car la Ges.apo, lorsqu'elle ne trouvait pas le mari, emmenait la femme. Le conseil était judicieux et ne pouvait pas avoir été donné de façon plus opportune.

Je déposai les affaires de Philibert chez un voisin, mis des sentinelles pour guetter son retour et l'empêcher de rentrer dans ma maison suspecte. Mon chef était à Beaumont, je le fis prévenir, et je partis avec ma femme pour ne plus revenir ouvertement avant la libération.

Je gagnai d'abord Lamonzie-Montastruc, où Marcou, dit Regain, qui jouera plus tard un rôle si important, m'accueillit. Sa maison était un véritable repaire, et j'y retrouvai le docteur Schiffmann.

Je m'inquiétai de savoir si mon chef avait pris les précautions nécessaires. Il n'avait pas suivi mes avis. Je lui fis dire : « Partez. C'est très urgent ! » Il ne m'écouta pas davantage. Il fut arrêté le lendemain, je ne l'ai plus revu.

Puis je passai chez Canale, le futur intendant de l'Armée Secrète, et j'y restai huit jours. Le surlendemain de ma fuite, Bournizel, le boulanger de Lamonzie, était allé prendre, chez moi, avec un camion, deux motos et 800 litres d'essence. Il était accompagné de Marcou et de Canale. Il avait négligé — on ne pensait pas à tout, l'expérience manquait — de maquiller les plaques de son camion, et il avait été repéré. D'autre part, Canale, qui avait abrité des armes chez lui, avait déjà été inquiété. L'endroit n'était pas sûr pour y établir mon quartier général. Je suis donc parti et je suis allé chez Lafon, minotier à Mouleydier. J'y suis arrivé à deux heures du matin, et j'y suis resté parfaitement camouflé jusqu'à la fin du mois de septembre 1943.

... dans une complicité générale, on narguait les « habits verts » (page 15).

La vie dans les bois

QUAND j'arrivai à Mouleydier, mon premier souci fut d'éviter les allées et venues afin de ne pas attirer l'attention des voisins et de ne pas compromettre ceux qui, au péril de leurs biens et de leur vie, me donnaient l'hospitalité. Les premières semaines, je m'astreignais à une réclusion absolue, si bien que, lorsque nous sortîmes pour la première fois, ma femme et moi, nous fûmes surpris par le grand air comme un convalescent pourrait l'être après des semaines de lit.

Quelle ivresse que cette brise qui nous soufflait au visage ! Quel sentiment divin que celui de la liberté ! Nous raille qui voudra d'avoir voulu mourir pour elle, mais, la liberté, nous pouvons dire que nous ne l'avons pas seulement entrevue idéalement : nous l'avons désirée physiquement, avec notre chair et notre sang. Encore notre réclusion nous était-elle seulement dictée par la prudence et le respect de la vie d'autrui, mais que dire de ceux qui ont rêvé de liberté dans les sinistres geôles des prisons, dans les cellules de la Gestapo ?

Quand j'eus à donner des rendez-vous, je redoublai de précautions. Je les fixais dans un bois où je me rendais avant le lever du jour. C'est ainsi que je pus rester quatre mois chez Lafon sans que personne, à Mouleydier, ait soupçonné notre présence. L'envie

nous prit un jour, avec ma femme, de nous rendre en Aveyron, où j'avais des amis et des parents. Par une chaleur torride, nous franchîmes, en une seule étape, sur nos bicyclettes, les 170 kilomètres qui nous séparaient de Villefranche-de-Rouergue, où je frappai à la porte de Salgues, un ancien condisciple de lycée. Je ne lui cachai point mes occupations et les recherches dont j'étais l'objet. Il m'ouvrit aussitôt sa maison pour m'y garder aussi longtemps que je le désirerais. Mes cousins de Lunac, de Pampelonne et de Carmaux s'offrirent tous à courir les mêmes dangers. J'aurais pu plus longtemps à la coupe de l'amitié, mais Philibert, quelques jours après, m'annonça par télégramme une maladie aussi terrible qu'imaginaire. C'était le signal convenu, et je revins aussitôt en Dordogne préparer la réception du colis du « charcutier de Machonville », notre premier parachutage !

De chez M. Lafon — il ne faut pas garder trop longtemps la même retraite — j'allai loger près de Cours-de-Pile, dans une ferme qui appartenait à M. Martinet, maire de Saint-Germain-et-Mons. Cette ferme était très bien située, sans voisin immédiat. On y accédait par des chemins tortueux, et il fallait une assez grande connaissance du terrain pour la découvrir. C'est là que, d'octobre à novembre, nous avons mis sur pied l'organisation militaire de la Résistance, avec le commandant Paquette. Jamais Paquette n'avait été aussi heureux. A Bergerac, dans les restaurants, la chère était devenue fort médiocre, tandis que chez M. Martinet, nous étions soignés comme des coqs en pâte. Le confit d'oie ne manquait pas, ni le vin blanc, et le commandant ne se mettait jamais à table sans embrasser d'un coup d'œil les plats qui la garnissaient, tout en murmurant : « Si c'est cela, le maquis, vive le maquis ! »

Tous les maquisards, évidemment, n'ont pas eu d'aussi bonnes adresses. Rares pourtant furent ceux qui souffrirent de la soif et de la faim. Les paysans de France, auxquels la radio de Londres avait adressé un si pressant appel, y avaient répondu avec générosité. Ils nourrirent comme doivent être nourris des soldats, ceux qu'ils savaient être les artisans de la libération.

*
*
*

Sans quitter la région, c'est-à-dire tout près de Cours-de-Pile encore, je fus l'hôte de M. Rulmont, chez qui je passai trois mois. M. Rulmont avait un mérite bien grand à me recevoir, car il est Belge, ce qui n'était pas un titre à l'indulgence des autorités allemandes, et père de trois enfants ; cependant, il était d'un dévouement sans bornes.

C'est dans sa maison que ma femme qui, plus tard, ne montra pas beaucoup d'émotion quand elle évacua les blessés de son hôpital sous les balles, eut peut-être la plus belle frousse de sa vie. Un soir, on frappe au volet à coups redoublés. Pendant que Rulmont répond, je saute sur ma mitrailleuse. Celui qui frappe de cette façon insolite prononce quelques mots en patois ; ma femme, qui est Bretonne, ne comprend pas le patois du pays. Elle se rend seulement compte que ce n'est pas du français et s'écrie : « Ce sont les Boches ! » Or, c'était tout simplement M. Martinet qui venait nous rendre visite sur le tard.

Ces menus incidents nous tenaient en état d'alerte. La ferme de M. Rulmont avait une terrasse qui surplombait la vallée où se trouve la Poudrerie de Bergerac. C'est de là que j'assistai au bombardement

de la Poudrerie par la Royal Air Force, le 17 mars 44. Quel spectacle grandiose et quelle précision de tir ! Les fusées à parachute encadrèrent l'objectif, puis les bombes furent lâchées sur les bâtiments. La secousse fut forte, comme l'on pense, et si la Poudrerie fut réduite en miettes, les carreaux de la ferme ont sauté également.

On me dit que lorsque la R. A. F. bombarda pour la première fois les Usines Renault, des ouvriers blessés applaudirent au feu d'artifice et à la destruction de l'usine. Je n'ai pas de peine à le croire, tant il était exaltant pour nous, vaincus et désarmés, d'assister à la démonstration de la force alliée, même sur notre propre sol, même si elle mettait notre vie en danger.

Tandis que j'habitais chez M. Rulmont, je continuais à me tenir en liaison avec mes chefs de section. Je donnais mes rendez-vous à la nuit tombée, ou encore dans d'autres maisons du voisinage.

Philibert, avec qui je travaillais en liaison de plus en plus étroite, passait avec nous des semaines entières.

M. Rulmont habitait sous le même toit que ses beaux-parents, M. et M^{me} Godenèche, à qui nous rendions souvent visite. De leurs fenêtres, on dominait la petite plaine qui borde la Dordogne. La vue des deux grandes cheminées de la Poudrerie, ces deux « quilles », comme il les appelait, avait le don de mettre M. Godenèche en fureur. C'était un vieux patriote, un homme d'une droiture entière, qui souffrait terriblement de la situation de son pays. Lorsqu'au lendemain du bombardement anglais, il constata que les « quilles » tenaient toujours

bon, il s'écria plein de désespoir : « Mais qui donc pourra les abattre ! »

Il est vrai qu'elles tiennent encore, cher monsieur Godenèche, mais nous pouvons maintenant regarder avec calme leur fumée s'élever dans un ciel enfin libéré.

Je me « dépayai » à nouveau, et m'en fus à Saint-Sauveur, chez M. Grellety, entrepreneur de maçonnerie. Chacun de nos hôtes aurait eu des motifs particuliers de nous fermer sa porte. Il semblait, au contraire, que ce leur fussent autant de raisons pour montrer plus de dévouement. M^{me} Grellety attendait un bébé et, dans son état, notre présence lui apportait un surcroît de travaux dont elle se fût certainement bien passée. Nous séjournâmes deux mois dans cette maison amie.

M. Grellety ne se contentait pas de cacher un chef de la Résistance, il avait également chez lui un dépôt d'armes, et ce fut lui qui équipa la section de Mouleydier. Il fut, hélas ! dénoncé, et sa maison fut brûlée en juin 1944.

*
**

Une nouvelle étape devait me conduire chez la princesse de Chimay, près de Maurens. Ainsi, dans mon équipée, j'ai passé dans des milieux bien divers, mais j'ai trouvé partout le même patriotisme, le même mépris du danger, le même dévouement. En somme, il n'y avait qu'un seul climat, celui de la Résistance, et il était traversé du même esprit, quelles que fussent les conditions sociales.

La princesse de Chimay, dont je ne me permet-

traï pas de faire ici le portrait, mêlé à un charme très féminin une grande indépendance de caractère.

M^{me} Tallien ayant épousé en troisièmes noces un prince de Chimay, la princesse, puisant dans les archives de sa famille, a écrit sur cette héroïne un livre fort attachant, qu'elle a intitulé : *Royaliste et Révolutionnaire*. Je lui fis un jour remarquer que cet esprit révolutionnaire, elle l'avait tout autant que M^{me} Tallien.

En tout cas, la princesse de Chimay était une résistante parfaite, et elle manifestait une fois de plus son indépendance en recevant un de ceux que Vichy appelait des bandits et des terroristes. Je ne suis pas qualifié pour apprécier le rôle de M^{me} Tallien dans la grande Révolution française, mais je sais avec quel cœur sa petite-fille m'a aidé à préparer un vaste mouvement d'insurrection.

Chez la princesse vivaient M^{me} Monod et sa fille Laurence, toutes deux patriotes ferventes. Laurence, qui préparait son bachot, n'avait que dix-sept ans, ce qui ne l'empêcha pas de devenir un des agents de liaison les plus sûrs et les plus courageux de notre organisation.

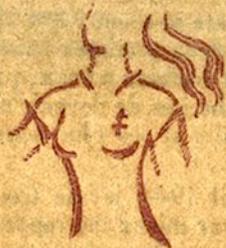
Au mois d'avril 1944, je me trouvai subitement très fatigué et, pour mieux me reposer, je décidai de me soustraire pour quelques jours aux soucis de mes travaux habituels. Carnot me conduisit près de Villeréal, en Lot-et-Garonne, où M. Besse me donna l'hospitalité dans son délicieux petit château.

M. Besse, mutilé de guerre, vivait avec sa fille Christiane, ravissante de jeunesse et déjà maîtresse de maison parfaite. On y parlait souvent d'un certain Jacques, agent de liaison de Carnot, et je ne fus pas

surpris d'apprendre par la suite les fiançailles de Jacques et de Christiane.

Ainsi, la Résistance, qui a détruit tant de foyers, a su, en prêtant les remous du hasard aux desseins de la Providence, en fonder de nouveaux.

Enfin, pour clore ce récit de mes voyages en Dordogne, qui se déroulèrent dans un cercle bien restreint, si on les compare à l'*Odysée*, j'ajoute que j'étais chez M. Golfier, à l'Auberge du Vieux Moulin, sur les bords de la Dordogne, lorsque, le 31 mai, les messages d'alerte sont passés. Je revins alors à Mouleydier où devait être mon P. C.



Ma maison

On nous mène, on nous promène
Sans nous dire où nous allons
Mais nous le savons quand même.
Nous allons à la maison.

NOUS étions assez bien renseignés sur ce qui se passait dans notre maison. Après notre départ, M. Delhomme, sa femme et sa fille étaient venus s'y installer. Nous leur avions signé un faux bail pour qu'ils puissent y justifier leur présence. Il était indispensable que la maison fût habitée, car elle était devenue le centre d'un réseau de liaisons et de renseignements.

On ne pouvait l'abandonner du jour au lendemain sans que personne y restât pour répondre aux visiteurs éventuels.

M. Delhomme, prisonnier évadé, recherché à Paris par la Gestapo, s'était réfugié à Bergerac et faisait partie depuis longtemps de la Résistance. C'était un homme froid, énergique, l'homme qu'il fallait pour accepter cette mission. Il en résulta pour lui et sa famille des ennuis sans nombre auxquels aujourd'hui encore j'ai regret de les avoir exposés.

La police allemande attendit plus d'un mois avant de perquisitionner chez moi. Pendant ce temps, elle faisait surveiller la maison jour et nuit. M. et M^{me} Delhomme, lorsqu'ils sortaient, étaient suivis plus ou moins discrètement.

Les Allemands s'imaginaient sans doute que j'allais être assez sot pour venir tomber dans leur souricière.

M^{me} Delhomme, une petite Parisienne pleine d'esprit, fut interrogée pendant des heures et déjoua tous les pièges. Les enquêteurs tirèrent des coups de revolvers dans le plafond pour l'intimider : elle garda son sang-froid. Quant à M. Delhomme, dont la qualité de prisonnier évadé rendait la situation bien délicate, la Gestapo lui faisait subir des interrogatoires qui duraient parfois jusqu'à deux ou trois heures du matin. Jamais on ne put le prendre en défaut.

Alors, ils interrogèrent sa fille, qui avait treize ans. Elle fut digne de sa mère et ne dit rien. N'ayant rien obtenu, les policiers pillèrent la maison, qu'ils visitèrent sept fois en tout.

Je n'ai pas à me plaindre, le désastre aurait pu être pire. Ce qui sauva la famille, c'est que Mayer, le chef de la Gestapo, devint amoureux de M^{me} Delhomme, si bien qu'il la traita, elle et les siens, avec une douceur relative.

Les assiduités de cet amoureux devinrent bientôt gênantes. Il s'y mêlait un cynisme curieux, car il venait à la maison avec des femmes et forçait M^{me} Delhomme à les servir.

Enfin, la situation fut si tenue que nos amis durent abandonner ma maison et leur mission de surveillance. Ils quittèrent Bergerac en secret, en décembre 1943, et prirent à Mussidan le train pour Paris. J'ai envers eux une de ces dettes qui ne peuvent s'éteindre, puisque le commerce de la longue amitié qu'elles engagent, au lieu de les réduire, ne fait que les augmenter.

Ai-je dit que ma tête fut finalement mise à prix ?

Les Allemands en offraient dix millions. Je ne cite pas ce chiffre parce qu'il est flatteur, mais parce qu'une telle somme constitue une forte tentation. Beaucoup de Bergeracois connaissaient ma retraite. Malgré l'appât d'un tel gain, il ne s'est trouvé personne pour me livrer.

J'ai tenu à donner cet exemple, parce que les étrangers devant lesquels on étale la vilenie de la collaboration et des délations entre compatriotes pourraient se méprendre sur la moralité des Français. Il y a la boue qui jaillit, et il n'en faut pas beaucoup pour éclabousser tout. Mais il y a aussi la vraie grandeur qui se cache. Le peu qu'on en découvre est assez large pour couvrir quelques taches de boue.



Pourquoi Dordogne-Sud ?

Oui, les hommes d'Europe auront demain assez souffert pour que la plupart d'entre eux donnent au mot de liberté un sens nouveau, ou, du moins, un sens renouvelé.

BERNANOS.

DANS un mouvement comme celui de la Résistance, une grande initiative, d'abord, est laissée aux chefs locaux. Or, dès qu'une organisation a bien réussi, elle devient l'objet de toutes sortes de convoitises. Il y a toujours eu, dans la Résistance, des intrigants qui jouaient aux grands chefs et cherchaient à mettre la main sur les troupes organisées par d'autres.

Ces appétits suscitérent de graves dangers. Je dus être sans cesse en éveil pour maintenir l'unité en Dordogne-Sud. J'y parvins jusqu'au 6 juin 1944.

Ma devise fut toujours : « Des sections et des armes. » Elle ne fut pas celle de tous les chefs, et il y eut de nombreux états-majors avant que fussent réunies des troupes dignes de ce nom.

Le chef dont je fus, à l'origine, l'adjoint militaire, avait fait des démarches à Lyon et pris contact avec le mouvement « France-Combattante » ou « Groupe Froment ». Mais, en dehors de ce groupe, les mouvements « Combat » et « Libération », pour ne citer que les principaux, « travaillaient » également le

département. On prêtait à « Combat » des tendances réactionnaires. Par contre, « Libération » s'appuyait sur les cadres du parti socialiste.

Nous eûmes à Bergerac, à plusieurs reprises, la visite du colonel Veny, à ce moment-là inspecteur de notre mouvement. Lorsqu'aux mois d'avril et mai 1943, les chefs des principaux mouvements se réunirent à Périgueux, chez Germinal, pour réaliser la fusion qui devait donner naissance au M. U. R. (Mouvements Unis de Résistance) ou A. S. (Armée Secrète), Veny peussa mon chef à la tête de l'A. S. du département avec l'arrière-pensée de constituer un groupe dissident sous son propre commandement.

Quand mon chef fut arrêté et que je dus moi-même prendre le maquis, le mouvement « Combat », dont le chef régional était issu, en profita pour mettre la main sur la Dordogne et désigner l'un des siens. C'était d'ailleurs un chef excellent avec lequel j'eus les meilleures relations. Il fut arrêté par la suite, mais je refusai toujours de prendre le commandement départemental, car j'étais écœuré des intrigues incessantes qui traversaient ces états-majors et préférais « un arrondissement qui marche bien à un département qui marche mal ».

Je limitai donc mon action à la Dordogne-Sud, et j'avais, pour cela, d'autres raisons encore.

* * *

Les régions, comme les nations, obéissent à des lois géographiques immuables, qui se traduisent en constantes historiques.

C'est ainsi que la vallée de la Dordogne donne une sorte d'unité géographique à tout le sud du départe-

ment et que cette belle rivière entraîne avec elle, vers Bordeaux, toute l'activité économique de la région.

Il en résulte une sorte de rivalité assez curieuse entre Bergerac et Périgueux, qui parfois ne se limita pas à une simple rivalité économique. Bergerac était protestant quand Périgueux était catholique, et, sous Napoléon III, il fut même question de créer un nouveau département, qui aurait eu Bergerac pour capitale.

Ne faut-il pas voir dans la demi-indépendance du mouvement de Résistance en Dordogne-Sud une sorte de résurgence historique ?

Peut-être, mais, en fin de compte, des raisons pratiques achevèrent de déterminer cette scission.

Depuis la fin de 1942, j'étais, en effet, en rapport avec Philibert. Son chef, le colonel Hilaire, avait dans son réseau la Dordogne-Sud, mais ne débordait pas sur le reste du département. J'avais fini par nouer avec Philibert des relations très amicales. J'avais pour lui de l'estime et de l'admiration, et comme il me procurait armes et parachutages, il joignait, si l'on peut dire, l'utile à l'agréable. J'évitais donc des intrigues qui, sans donner de résultats pratiques, compromettaient ceux qui s'y trouvaient mêlés. On ne compte pas les arrestations dues à ces inutiles palabres. Grâce à Philibert, la Dordogne-Sud pouvait vivre en circuit fermé. Je repris ma formule : « Des sections et des armes », et travaillai d'arrache-pied.

Bergerac

Bergerac ! Le nom sonne fièrement. Il évoque surtout une silhouette légendaire : Cyrano de Bergerac,



qui personnifie le courage physique, l'indépendance morale et une virtuosité surhumaine dans le maniement de l'épée et l'art de la guerre.

Malheureusement, Cyrano n'est jamais venu à Bergerac et la ville n'a pas retenti des faits d'armes de son héros. Elle est bâtie sur les hautes berges de la Dordogne, mais n'a nullement l'aspect d'une forteresse.

Il faut savoir cheminer dans les rues tortueuses de son vieux quartier, pénétrer avec patience dans l'intimité de ses vieilles pierres pour apprendre qu'elle fut mêlée à toutes les luttes, à toutes les guerres des siècles révolus. Son caractère indépendant inquiéta tellement les maîtres du pouvoir qu'elle vit raser, avec ses remparts, les principaux monuments qui, sans cela, témoigneraient encore aujourd'hui d'un passé riche d'événements et de combats.

C'est maintenant une sous-préfecture qui comptait à peine vingt mille âmes avant la guerre, et où l'exode de 1940 amena dix mille habitants nouveaux.

Bergerac est situé au milieu d'une terre d'abondance dont la principale richesse est le vin. Le climat est doux, et toutes ces conditions réunies font que les Bergeracois, s'ils sont frondeurs, ne sont pas belliqueux sans motifs. Ils sont « aimables », comme on dit en Gascogne pour désigner les gens de caractère agréable.

Pourtant, Bergerac devait devenir une ville de Résistance par excellence. L'union y fut si bien réalisée entre tous les citoyens, que cinq mille hommes purent se préparer et s'armer dans la clandestinité sans que jamais l'organisation fût compromise par des réactions fâcheuses de la population.

Le mouvement bénéficia des sympathies rurales

Après avoir eu les ongles arrachés, mais sans avoir parlé, Boissière fut fusillé... (page 25).

qui lui furent acquises dès le premier jour. Le vigneron, le paysan du Bergeracois était un républicain convaincu, contrairement à une grande partie de la nation qui avait dit « à quoi bon ! » quand on lui proposait des remèdes héroïques et « pourquoi pas ? » quand on lui proposait un régime autoritaire. Dans le Bergeracois, on était prêt à mourir pour défendre les libertés républicaines.

J'ai vu, à Beauregard, commune du nord de l'arrondissement, des hommes avoir les larmes aux yeux quand je leur exposai que l'insurrection contre l'occupant signifiait le retour immédiat de la République.

Non seulement les paysans supportaient mal les contraintes dont le gouvernement de Vichy les accablait, mais ils avaient un idéal démocratique dont ils entendaient bien ne pas abandonner les voies.

Enfin, cette vallée de la Dordogne dont Bergerac est le centre était un endroit rêvé, assez accidenté pour se prêter à la guérilla, assez apaisé pour fournir des terrains de parachutage, plus quelques terrains d'atterrissage destinés aux troupes aéroportées. Cette vallée constitue une coupure si nette dans la configuration générale de la région qu'on peut l'isoler facilement et couper ainsi tout un réseau de communications.

Après ma fuite, il me fut difficile de revenir régulièrement à Bergerac. Le commandement de la ville fut confié à un chef de notre état-major. Il joua au grand chef et se désintéressa de l'organisation des sections de Bergerac-Ville, dont les effectifs tombèrent à moins de deux cents hommes. De plus, il se crut diplomate et mit le mouvement dans une situation difficile.

Il suivait aveuglément le colonel Vény, qui venait de constituer son mouvement dissident, mais en même temps, il assurait les chefs de l'Armée Secrète de son dévouement. De plus, il faisait des promesses à un nommé Jacques Lévy, qui tentait de constituer un groupement dans la région Agen-Toulouse. En même temps, il accueillait l'émissaire d'une quatrième formation, tout ceci sans cesser d'avoir des contacts avec Philibert. De tout ce monde, il sollicitait des fonds dont il contrôlait seul l'emploi.

Il avait été dénoncé à la Gestapo avec plusieurs camarades, mais lui ne fut jamais inquiété. Tout ceci et d'autres choses encore m'engagèrent à l'écartier de la direction du mouvement. Avant que j'eusse pris une décision, au retour d'un voyage de liaison à Toulouse, on m'annonça que le maquis avait enlevé notre homme. Par la suite, le colonel Vény délivra le prisonnier, qui disparut de la circulation.

C'est alors qu'Arquizan prit le commandement de Bergerac-Ville. Nous rompîmes avec tous les apprentis sorciers, ne conservant de relations qu'avec l'Armée Secrète, et, bien entendu, avec Philibert.

Notre mouvement ne devait plus être menacé sérieusement de l'extérieur.



L'argot du maquis

C E récit m'amène à employer toutes sortes de mots, pris dans un sens très particulier. La Résistance, comme tout milieu fermé, s'est forgé rapidement un langage hermétique au profane.

Le terme de « résistance » lui-même sentait un peu l'argot, tant on en avait étendu le sens habituel. Il avait fini par désigner l'ensemble de toutes les forces qui, dans le pays, menaient contre l'envahisseur et ses complices une opposition plus ou moins ouverte, plus ou moins active. On « faisait de la résistance », on était « dans la résistance », on était soi-même « un résistant ».

Comme toujours, on classait l'espèce humaine en deux catégories : les « bons » et les « mauvais ». Les bons étaient les résistants eux-mêmes et les sympathisants. Les mauvais, ma foi, c'était les autres... Il y avait, dans chaque catégorie, les « durs » et les « mous ».

Parmi les bons, on distinguait encore diverses espèces. Il y avait les « maquisards » et les « légaux ». Les maquisards, comme leur nom l'indique, vivaient dans le maquis. C'était des hors-la-loi, en marge des règlements officiels. Ils n'avaient ni carte d'identité régulière, ni carte d'alimentation réglementaire. Ils vivaient hors de leur domicile, au hasard des hospitalités qui s'offraient, ou dans les bois, isolés ou

par troupes plus ou moins nombreuses. Le type du maquisard est l'homme armé, vivant dans les bois et soumis à une règle militaire. Mais il semble que cette notion se soit quelque peu élargie.

Par opposition aux maquisards, ceux qui faisaient de la résistance sans avoir abandonné leur façade habituelle et les règles normales étaient les « légaux ». Ils vivaient dans une légalité tout au moins apparente, dont l'insécurité était d'ailleurs parfois plus dangereuse que celle du maquis lui-même.

Quant au maquis, ce n'était pas seulement, au sens du dictionnaire, un fourré impénétrable de broussailles et d'arbrisseaux. C'était encore toute la campagne avec ses bois, ses plaines, ses grottes, ses fermes accueillantes ou hostiles, ses maisons amies, ses granges abandonnées.

L'activité de la Résistance vous obligeait à prendre contact avec d'autres résistants, avec des chefs, avec des adhérents possibles. Cela s'appelait « contacter ». On contactait Philibert. Par contre, il était difficile de contacter Gaston (le colonel Hilaire).

Pour contacter plus sûrement, on convenait d'un « point de chute ». C'était un lieu fixé d'avance où l'on donnait rendez-vous. Le point de chute était encore le point de passage obligé pour pénétrer dans certains maquis. Il y avait le point de chute n° 1, n° 2, n° 3. Chacun correspondait à un carrefour, à un chemin, à une entrée possible.

Quand on ne pouvait se contacter, on utilisait pour correspondre, non pas la poste officielle, mais une « boîte aux lettres ». C'était une maison amie où, nanti d'un mot de passe, on déposait le pli à transmettre. Il n'était remis au destinataire que si celui-ci

montrait patte blanche. Le métier de boîte aux lettres était extrêmement dangereux, car elles étaient souvent « brûlées », c'est-à-dire découvertes par l'ennemi.

Quant à la terminologie militaire, elle était restée celle de la guerre en 1940. Un revolver était toujours un soufflant ou un pétard, une mitrailleuse un moulin à café, un avion un taxi, et un Allemand un Fritz ou un Boche.

Cependant, la mitrailleuse, arme nouvelle, était décorée du nom quelque peu méprisant de « sulfateuse », par analogie avec l'instrument qui sert dans nos régions à sulfater les vignes et qui, par l'action d'un levier, arrose les pampres de sulfate comme la mitrailleuse, assez imprécise, arrose l'objectif quand elle a la chance de l'atteindre.

Philibert avait trouvé pour le plastique, ou matière explosive, un nom qui me réjouissait. Il appelait cette masse jaunâtre et malléable du « foie d'oie ». C'était assez évocateur.

Un terme qui fut aussi mis en honneur par le maquis, c'est le verbe « piquer ». Piquer, c'est s'approprier un objet en dehors des règles des transferts légaux de propriété. Ce n'est pas le vol. Il y a entre le vol et le piquage une nuance subtile qui, je le crains, ne sera pas toujours saisie...

Que de victuailles, de vélos ou d'autos furent ainsi piqués chez les collaborateurs ! Parfois, le piquage était couvert par un bon de réquisition signé « Bébert » ou « Tartempion ».

L'argot du maquis était souvent plus ésotérique : par exemple, seul Philibert, moi, et un petit nombre d'initiés savions que les « monarches » étaient des

officiers alliés parachutés en Sarladais sur l'indication du message personnel : « Les monarches arrivent au mariage. »

Et maintenant qu'une vie presque normale étend sur moi le filet des règles habituelles, je songe parfois avec mélancolie au temps où, sulfateuse au dos, on contactait des monarches...



L'Armée secrète et le maquis

UN lecteur peu familiarisé avec le vocabulaire de la Résistance pourrait demander quelle différence essentielle il y avait entre l'Armée Secrète et le maquis.

L'Armée Secrète préparait surtout une action future ; elle organisait le soulèvement qui devait avoir lieu sur tout le territoire en même temps que le débarquement des Alliés. Elle préparait les dépôts d'armes, les munitions, recevait les parachutages et ne passait à l'action que pour faire sauter des voies de communication et des locomotives. Ses adhérents, autant que possible, continuaient à mener une vie normale.

Dès le début de 1943, il y eut au contraire des groupes de sept, huit et dix individus, qui se mirent à vivre dans les bois, en révolte ouverte contre les occupants, et surtout contre le gouvernement de Vichy qui voulait les obliger à partir pour l'Allemagne. Un nombre considérable de réfractaires vint grossir ces « maquis primitifs ». Ils s'organisèrent et vécurent comme des soldats.

Dans le Bergeracois, les effectifs les plus importants étaient ceux de l'Armée Secrète, contrairement à d'autres régions où le maquis dominait. Cette forte proportion de citoyens encore paisibles d'apparence

donna au mouvement une allure politique. L'Armée Secrète avait des assises territoriales. Composée de gens du cru, commandée par des gens du cru, elle pouvait donner libre cours à toutes les aspirations de ses troupes. Et, ces aspirations, ce n'était pas seulement de chasser le Boche, c'était aussi de renverser Pétain et de proclamer la République.

Dans le maquis, au contraire, les partisans n'avaient souvent de commun que leur âge et la haine du Boche. Seule, la discipline militaire, ennemie de toute activité politique, pouvait concilier les tendances diverses, dues aux origines de chacun, ou aux raisons qui avaient déterminé son départ dans les bois.

Toutefois, les légaux devenaient maquisards lorsqu'ils étaient traqués par la Gestapo et obligés de mener une vie nomade. L'Armée Secrète elle-même, quand, sous l'empire des événements militaires, elle se divisa en corps francs, constitua une série de maquis. Mais, au départ, leur genre de vie distingua nettement les maquis des sections de résistance.

Certains maquisards étaient simplement camouflés dans les bois, sans organisation militaire. C'est ainsi que M. Vignal, cordonnier à Paunat, près de Trémolat, ne cessa d'abriter et de ravitailler des réfractaires dans une petite ferme qu'il possédait au milieu des bois. Il les chaussait avec le cuir des animaux qu'il abattait pour les nourrir. En vingt-quatre heures, il sortait une superbe paire de chaussures « maquis », qui m'aida parfois à reconnaître à première vue des résistants.

M. Dufour, à Saint-Géry, était dans le même cas — non sans de sérieux démêlés avec les miliciens.

Si beaucoup d'autres se sont enrichis pendant

l'occupation, ceux-là se sont ruinés et, par une magnifique disposition du cœur, que les profiteurs ne comprendront jamais, ils s'estiment les obligés de ceux qu'ils ont servis.

Le maquis des jeunes

Cependant, il y eut dans la région un maquis modèle : le maquis des jeunes. En 1943, Polone, un homme d'une trentaine d'années, groupa dans les bois, du côté de Saint-Alvère, environ cent cinquante jeunes gens pour les entraîner à la guerre.

Au centre d'une forêt de châtaigniers, le groupe travaillait en paix, garanti par un double réseau de sécurité : le premier, composé de guetteurs sans armes postés aux points de chute ; le second, formé de sentinelles armées, alertées le cas échéant par les guetteurs. Ce système était, de plus, complété par des patrouilles qui, de jour et de nuit, circulaient entre les points de chute et même sur les routes avoisinantes.

Les maquisards avaient construit, à la manière des bûcherons, des huttes relativement confortables qui servaient de dortoirs, de cuisine, et même de prison. Le P. C. du chef était installé dans une hutte divisée en deux pièces : une chambre à coucher qui le jour se transformait en salle à manger-salon, et un bureau.

Ce bureau était surprenant. Un secrétaire y régnait sur des paperasses soigneusement rangées dans des casiers : les « archives » du maquis ! De fausses cartes d'identité, de fausses cartes d'alimentation, de faux tampons permettaient de créer une nouvelle per-

sonnalité parfaitement légale, en moins de cinq minutes.

Enfin, orgueil du maquis, un magnifique poste de T. S. F., fonctionnant sur accumulateurs, donnait les nouvelles qui étaient notées et affichées dans le camp.

Les munitions, armes, explosifs, toutes choses précieuses, étaient logés, astiqués, gardés dans des soutes et des sapes soigneusement aménagées.

Tout cela constituait pour les non-initiés un labyrinthe animé par les allées et venues des corvées, des gardes montantes et descendantes, enfin par toute l'activité militaire d'une petite caserne.

L'organisation comprenait en outre une école d'artificiers et une école de cadres, cette dernière séparée du noyau principal et établie à quelques kilomètres de distance. Cette école n'eut pas de chance, car, en octobre, elle fut cernée dans la ferme où elle fonctionnait. Les Boches amenèrent des mortiers et aplatirent le bâtiment. On ne compta que trois ou quatre rescapés...

Le ravitaillement du maquis était un problème ardu et quotidien qui ne pouvait être résolu que par des concours extérieurs. Ceux-ci ne manquaient pas. Polone avait, dans toutes les communes des environs, des correspondants auxquels il remettait des fonds et qui achetaient des denrées aux sympathisants de la Résistance.

M. Larue, instituteur retraité à Saint-Alvère, était l'âme de ce réseau de liaison et de ravitaillement. Sa maison était le rendez-vous de tous les réfractaires qu'on aiguillait sur le maquis, de tous les agents de liaison et, de plus, il centralisait le ravitaillement, le camouflait et le distribuait. A ce travail ingrat et

dangereux, il avait compromis sa sécurité, mais il ne s'en souciait pas, couchant hors de sa maison, souvent dans des conditions bien inconfortables. Je l'ai vu, un certain matin d'octobre, étendu près du cimetière de Saint-Alvère, dans un petit réduit, sur un tas de pommes de terre destinées au maquis et qu'il semblait garder comme une mère poule veille au grain destiné à sa couvée.

Je me trouvais avec Polone lorsque ce maquis fut attaqué, au mois de septembre 1943, par les G. M. (gardes mobiles). Polone, qui avait des estafettes partout, était renseigné exactement sur leur avance. Quand les soldats de Vichy eurent atteint une limite que le chef estimait ne pouvoir être dépassée sans danger, il leur envoya un messenger, qui leur fit une sommation. Ce fut un singulier dialogue et qui prouve que la lutte fratricide déclenchée par le gouvernement du maréchal Pétain pouvait être évitée :

— Ici, lieutenant X..., du maquis.

— Ici lieutenant Un tel, répondit le chef du détachement des G. M., et il ajouta : De l'A. S. !

— Si vous avancez plus loin dans notre direction, nous allons tirer sur vous.

Et les G. M., se détournant, foncèrent résolument dans une autre direction, réalisant ce petit chef-d'œuvre de passer à côté d'un campement de cent cinquante hommes sans le trouver. Le même jour, avec un autre groupe de gardes mobiles, le maquis des jeunes fut moins heureux et laissa onze prisonniers aux mains de l'adversaire. On envoya Lecamp pour négocier leur libération. Lecamp partit donc pour Le Bugue, où le commandant des G. M. avait installé son P. C. Là, on lui dit que la décision appartenait

à Périgueux. Quand Lecamp a une idée dans la tête, il ne l'a pas autre part. Si vous lui confiez une mission, il est inutile de lui dire d'aller jusqu'au bout. Vous pouvez être certain qu'il ne s'arrêtera pas avant d'avoir réussi ou constaté que son échec est définitif. Tant et si bien que lorsque Périgueux le renvoya à Limoges, Lecamp y partit sans hésiter. Le préfet l'y fit arrêter. Il ne fut relâché qu'au bout de quatre mois. Il vint au Buisson pour y commander le sous-secteur. Il fut alors recherché par la Gestapo qui, par représailles, arrêta sa femme qu'elle enferma au Fort du Hâ, à Bordeaux.

Un élément assez pittoresque fut introduit dans le maquis de Folone par huit soldats géorgiens portant l'uniforme allemand et qui avaient déserté le régiment allemand en garnison à Périgueux. Ils étaient venus avec leurs armes, et les fusils russes faisaient l'objet de l'admiration et de la convoitise de tous. C'étaient de magnifiques fusils à dix coups, semi-automatiques, dont le canon était muni d'un système de refroidissement. Ces Géorgiens étaient disciplinés et courageux. Leur présence fit naître dans l'imagination de Polone un projet qui devait avoir de bien fâcheuses conséquences :

Polone se mit en tête de provoquer la désertion de la totalité du régiment géorgien de Périgueux. Notez que ceci se passait en septembre-octobre 1943. Il prit contact avec certains officiers, et les négociations paraissant marcher de façon satisfaisante, il s'enhardit jusqu'à se rendre à Périgueux pour rencontrer le colonel du régiment. Mais il tomba dans un guet-apens et fut arrêté par la Gestapo.

Ce fut un coup fatal pour le maquis, qui, traqué, dut se diviser et quitter la Dordogne-Sud, pour se transporter plus au nord.

A Tourliac, près de Monpazier, une autre formule du maquis avait été essayée. C'est ce que j'appelais le « maquis familial ». Les jeunes camouflés étaient répartis par petits groupes dans des fermes situées dans un rayon restreint. Des instructeurs circulaient de groupe en groupe. L'instruction se faisait dans des granges. Cette formule supposait la complicité de la population entière et une surveillance active. Carnot, le chef du sous-secteur de Monpazier, habitait une petite maison au centre du système, et seul un chef de son dévouement et de son activité pouvait résoudre les innombrables problèmes d'une telle organisation. Il fut d'ailleurs dénoncé, sa maison fut brûlée par les Allemands, ce qui ne l'empêcha nullement de continuer son œuvre et de ressusciter ailleurs son maquis.

Un autre maquis fut organisé à Sigoulès par les soins d'Annic. Il comprenait une quarantaine d'hommes, répartis en plusieurs noyaux. La fin de l'un d'eux fut tragique et, par l'héroïsme de quatre maquisards, atteignit à une rare grandeur.

Ils avaient été surpris dans une ferme aux environs de Saint-Aubin-de-Cadelech, sans avoir eu le temps d'organiser leur fuite ou une défense efficace. Annic s'échappa par miracle, mais quatre jeunes garçons furent cernés dans un fossé : ils tirèrent jusqu'à l'épuisement de leurs munitions, puis, plutôt que de se rendre, s'étendant au fond du fossé, ils se prirent mutuellement par le cou et, ainsi enlacés, attendirent la mort.

Elle ne tarda pas et, bientôt, la ferme incendiée éclaira des reflets de son bûcher gigantesque le groupe martyrisé.



... quatre jeunes garçons furent cernés dans un fossé : ils tirèrent jusqu'à l'épuisement de leurs munitions, puis, plutôt que de se rendre, s'étendant au fond du fossé, ils se prirent mutuellement par le cou et, ainsi enlacés, attendirent la mort (page 58).

Les surnoms

LA nécessité de déguiser son identité créa, dans le maquis, les noms de guerre. Chacun eut loisir de se baptiser et même de se rebaptiser, car il était prudent de changer fréquemment de surnom. Comme on n'est jamais si bien servi que par soi-même, bien des chefs se donnèrent des noms célèbres.

C'est ainsi que fleurirent les Carnot, les Bayard. Puissent-ils être généraux à vingt-cinq ans et mourir sans reproche !

Mais n'allez pas croire que notre brave Feyri s'appelait François I^{er} parce que, dans un accès de mégalomanie, il se croyait « le Roi Chevalier » ressuscité. Non, ils étaient plusieurs François, et comme il avait un rôle important, je lui dis : « Pour vous distinguer de tous ces François, vous serez François I^{er}. »

Quant à savoir pourquoi Bousquet s'appela De Morny, c'est resté pour moi un mystère.

Les noms de femme étaient très en honneur, mais il ne faut pas voir là une coquetterie chevaleresque. Quand un nom de femme était surpris par un espion, dans une conversation, cela le mettait généralement sur une fausse piste. C'est ainsi que Cerisier se faisait appeler Léontine, et quand on connaît le massif et rude Cerisier, cela ne manque pas d'un certain piquant. Badaroux avait pour surnom Alberte, et le nom de guerre de Maigre était Annic. Cependant,

si Canale se nommait Christine, ce n'est pas pour ces raisons. Il n'avait que des garçons et portait le nom de la petite fille que sa femme et lui espéraient bien avoir un jour.

Le choix du surnom était aussi parfois un indice de modestie. Le colonel Adeline se nommait simplement Marty, nom très répandu dans la région, et Santrailis avait dit : « Appelez-moi Joseph ! c'est un nom le ridicule que je serai seul à m'appeler comme cela. »

Pour ma part, je m'appelai d'abord Liber, puis Lelarge, jeu de mot bien innocent puisque j'avais pris le large. Je choisis ensuite le nom de Bergeret, qui m'identifiait à Bergerac, mon secteur. Des souvenirs littéraires et l'ombre d'Anatole France ajoutaient un charme à ce nom. Il est vrai qu'on m'a confondu également avec le général Bergeret, ce qui m'a fait moins plaisir. Dans l'ensemble, ce nom a pour moi des résonances émouvantes, et je ne suis pas du tout fâché quand on me le donne encore. A la fin de juin, je dus pourtant le quitter. Presque tout le monde savait que Bergeret était le chef de l'Armée Secrète, et il aurait suffi d'entendre ce nom-là pour savoir où était situé le P. C. Je m'appelai donc Vidal, décidé à redevenir Bergeret le plus rapidement possible.

D'ailleurs, si cette précaution avait été utile dans la clandestinité, à partir du 6 juin elle était beaucoup moins importante. Mais c'était un jouet comme un autre. On n'avait pas tant d'amusement dans le maquis.

Je ne voudrais oublier personne. Dupuy n'avait pas eu beaucoup plus d'imagination que moi. Après son séjour dans un camp de concentration, il se baptisa Lecamp.

Le général Bernard était un ancien officier colonial. Il prit le nom de Brousse. Marcou venait de lire le

livre de Giono et choisit le pseudonyme de Regain. Alessandri se contenta de son propre prénom : Bertrand.

Le colonel Druilhe, qui était à Monpazier, s'appelait Driant, en souvenir de certain autre colonel.

Paquette était dit Lelong, on devine pourquoi. Quand Pinson se fut fait assez remarquer pour que son nom fût compromettant, il prit celui de Loiseau. Un autre se nomma Gambetta — pauvre Gambetta ! — et par antinomie le plus vieux de la bande était connu sous le nom de Benjam'in.

Souvent, l'apparence physique déterminait le baptême : Hercule, Double-Mètre, Fil-de-Fer, Vert-de-Gris, Le Frisé.

Parfois, c'était l'emploi occupé : André, qui conduisait un side-car, s'appelait Le Side, tout bonnement, mais Lustac qui, quoique médecin, s'occupait des renseignements, continuait à s'appeler Toubib. Levy, qui était chargé de mon secrétariat, avait pris le pseudonyme d'Archives.

Boilet, le chef départemental A. S., malgré son regard d'acier bleu, portait le nom aux douces syllabes de Gisèle.

Mais le chef F. F. I. Gaucher, grand gaillard aux multiples médailles, était connu sous le nom de Martial.

Schwartzentruber, le chef de ma centurie d'Alsaciens-Lorrains, avait choisi Lenoir, ce qui était une heureuse simplification. Arnault, de Beaumont, s'appelait Leduc, et Duranthon, que ses fonctions attachaient à la ville de Bergerac, se nommait Delaville. Le terrible Menier, autrefois gardien-chef de la prison de Bergerac, ne rêvait que d'étripper des Boches. On l'appelait Boyaux-Rouges. Quant à Durieux

ce sympathique et jeune cavalier qui consentait à combattre à pied, Paquette, entre deux bouffées tirées de sa bonne pipe, l'avait baptisé Foutriquet.

Le colonel Moressée, était-ce par goût des mathématiques? était-ce pour montrer, au contraire, qu'il n'était pas un X? était-ce par économie? avait réduit les frais à la simple lettre Z.

Enfin, le romancier André Malraux avait sous sa houlette les troupes rebelles de la Dordogne, de Corrèze et du Lot, et peut-être, pour cette raison, s'appelait Berger.

Je terminerai par une anecdote. Un des chefs les plus populaires de nos corps-francs — et je ne suis pas loin de croire qu'il devait en partie cette popularité à son surnom — était Dautat. Un jour qu'il faisait un transport illicite en camionnette, il arrêta son véhicule devant un bistrot et y pénétra avec ses compagnons. Le bistrot était plein d'Allemands. Il était trop tard pour faire demi-tour. Nos hommes paient de culot, s'installent et se font servir à boire. Ils ne s'éternisent pas tout de même, et ils repartent. La voiture démarre. Ouf ! Quand ils se sont un peu éloignés, ils font le recensement de leurs armes, se demandant comment cela aurait tourné en cas de bagarre. Ils trouvent en tout et pour tout un pistolet. Ils en rirent pendant longtemps : un seul pistolet pour livrer bataille ! Désormais, ce fut le groupe Pistolet.

Service secret

AVANT d'aborder le chapitre si important des parachutages, je veux faire connaître davantage au lecteur ceux qui tenaient les leviers de ce vaste service.

Philibert, qui contrôla jusqu'en juillet 1944 la Dordogne-Sud et le Lot-et-Garonne, était un Français, bien qu'en raison de son allure, on l'ait parfois pris pour un Anglais. Il avait une propriété en Lot-et-Garonne, qu'il avait dû abandonner, et c'est ainsi qu'il avait pris le maquis dans notre région.

Patriote ardent, il avait, je crois, le sens et le goût de l'aventure. Il fit preuve en diverses occasions d'un sang-froid extraordinaire.

Un jour, à Marmande, il était chez Christian, chef de cet arrondissement. Entrent trois policiers allemands. Ils croisent Philibert dans l'escalier. Ils ne le recherchaient pas ; il cherchaient Christian. Ils demandent donc à Philibert : « C'est vous, M. Cambon (Christian)? — Non », répond Philibert. Il passe tranquillement au milieu des trois policiers et s'en va faire la queue au guichet de la poste pour acheter des timbres. Il y avait en lui, mêlé à beaucoup de décision, un certain fatalisme ; il avait dans ses projets d'acheter des timbres ; il acheta paisiblement ses timbres. Bien lui en prit.

Les policiers fouillent la maison, pénètrent dans sa

chambre, trouvent la photo de sa femme qu'ils connaissaient, s'aperçoivent de leur méprise et qu'ils ont laissé filer un gros poisson. Ils s'élancent dans la rue pour l'abattre, courent à la gare, ne le trouvent pas et ne songent pas un instant qu'il est tout bonnement en train d'acheter des timbres à la poste.

Le rôle de Philibert, en Dordogne-Sud, fut de tout premier plan. Non seulement il obtint pour nous tous les parachutages, fit homologuer nos terrains, mais, par la suite, il se fixa dans la région et suivit l'organisation de la Résistance dans ses moindres détails. C'est lui, notamment, qui mit sur pied le sabotage des dépôts de locomotives. Il fut le principal artisan de notre victoire.

« Je viens chercher les trois pipes Rops »

Philibert avait pour chef direct le colonel Hilaire, que j'ai vu à deux ou trois reprises, non pas à son P. C., qui était situé près de Condom, et où l'on ne pénétrait jamais, mais chez un marchand de couleurs de Condom. Le mot de passe était : « Je viens chercher les trois pipes Rops. » Cette phrase ouvrait une porte sur des appartements confortables, où le colonel Hilaire vous recevait.

Son accent anglais était à couper au couteau. Il circulait avec de faux papiers qui le donnaient pour adjoint au maire de son patelin et fonctionnaire du ravitaillement. Avec ces papiers-là, il pouvait passer partout, à condition de rester muet. A ma connaissance, il ne lui arriva jamais d'incidents fâcheux. Ses fonctions lui donnaient droit à un vélo-moteur, et peu de

gens se doutaient, en entendant ronfler sa pétrolette, que c'était un grand chef qui passait.

Le colonel Hilaire avait, non pas un radio, mais une radio. Elle se nommait Annette. M^{lle} Annette, avant la libération, je ne vous connaissais pas, je ne vous avais jamais vue. Je ne savais pas si vous étiez brune ou blonde, grande ou petite, mais c'est vous qui transmettiez à Londres ces messages poétiques qui contenaient des appels si pressants :

« Le chef de gare a un drapeau rouge. »

« Le soleil est devant vous. »

« Il porte une chemise blanche. »

C'est au pianotement de vos doigts que Londres répondait en lâchant vers nous ses grands oiseaux nocturnes ; je ne prononçais jamais votre nom sans une pensée de reconnaissance.



Parachutages

LA première grande aventure de la Résistance, ce furent les parachutages. Jusque là, nous n'avions connu que des aventures individuelles, grâce au cloisonnement qui caractérisait l'organisation de l'Armée Secrète. Le service des parachutages précisa un programme d'action commune avec les Français de Londres et nos Alliés. Notre ravitaillement en armes eut une importance matérielle considérable, mais son importance morale fut plus grande encore. Enfin, on n'était plus seuls, on s'occupait de nous, on nous armait. Cela valait mieux que de belles paroles. Les phrases sibyllines : « Le drapeau bleu est tombé » ou « La soupe aux choux se fait dans la marmite », qui annonçaient aux initiés la venue de l'avion ravitailleur, faisaient une musique plus douce à nos oreilles que les discours pourtant réconfortants qui venaient de la même antenne.

Il y avait d'abord une organisation générale pour tout ce qui concernait les affaires de la Résistance en France. Cette organisation, qui avait sa tête à Londres, comportait deux branches : l'une était constituée uniquement par des agents de l'Intelligence Service opérant en France ; l'autre, sans doute pour ménager les susceptibilités françaises, était dirigée

par des officiers français. Les deux branches étaient commandées par le colonel Buckmaster, à Londres.

Par Philibert, la Dordogne-Sud était en contact directement avec les services de Londres, et je dois dire que jamais on ne fit sur moi une pression quelconque pour m'amener à m'écarter d'une ligne de conduite purement française. On me demandait uniquement de constituer un système de résistance sérieux et efficace, et je n'eus qu'à me louer de l'aide qui me fut loyalement apportée.

C'est donc Philibert qui visitait les terrains de parachutage proposés et les faisait homologuer.

Le premier parachutage d'armes eut lieu en Dordogne le 12 août 1943. Mais il y avait déjà eu, en octobre 1941, près de Villamblard, un parachutage d'hommes organisé par Pierre-Bloch, député de l'Aisne, que ses attaches familiales avaient ramené en Dordogne. Y participaient le docteur Dupuy, de Villamblard, le député Pierre-Bloch, et un mécanicien, Rigoulet, qui devint par la suite une figure bien connue du maquis sous le nom du Frisé. C'était un grand gaillard athlétique, aux cheveux noirs, et qui portait bien son nom.

Ils reçurent, par la voie des airs, cinq officiers britanniques chargés d'établir, avec le député de l'Aisne, un réseau de renseignements en France. L'un de ces Britanniques, parachuté loin du terrain prévu, fut arrêté par la police française. Quant à Pierre-Bloch, en organisant son réseau de renseignements, il tomba dans un guet-apens à Marseille, fut enfermé cinq mois à Périgueux, puis quatre mois au camp de Mauzac, en Dordogne-Sud. Sa femme, très active, prépara sans relâche son évasion, aidée

par le Frisé, et Pierre-Bloch réussit à quitter Mauzac d'une façon sensationnelle.

Les paysans de l'Armée Secrète

Avant de raconter les travaux pénibles que nous avons accomplis ensemble et les dangers que nous avons courus en commun, je voudrais dire quelques mots de ceux que, de sa voix chevrotante et toujours pour leur demander quelque chose et jamais pour leur promettre la liberté (car quand il s'agissait de liberté, il ne tenait même plus les promesses des autres), le maréchal Pétain appelait : « Paysans français ». On a si souvent fait l'éloge du paysan français que je vais m'exposer à des redites, mais je ne suis pas sûr qu'on ait toujours bien dégagé les raisons pour lesquelles il est un si bon soldat et un si parfait maquisard.

Je ne crois pas que, dans les pays de monoculture comme la Hongrie, l'Ukraine ou la Poméranie, les paysans aient des aptitudes aussi diverses que dans nos régions de petites propriétés où les travaux varient presque d'heure en heure et où le cultivateur doit savoir faire tous les métiers. On peut tout attendre de lui. Il n'est pas seulement laboureur, mais vigneron, bûcheron, artisan. Il émonde les hauts peupliers, abat les chênes, soulève des masses pesantes avec des leviers rudimentaires, entretient et répare ses outils quand il ne les fabrique pas, bricole toutes espèces de choses et manifeste, dans la plupart des domaines, un véritable génie inventif.

Il n'a pas son pareil pour allumer un feu de fortune,

plumer et rôtir un gibier, ce qui, en de certaines occasions, a bien son prix.

Dans un art comme celui de la guerre où il faut, pour le ravitaillement, le transport des armes, le campement improvisé dans les bois, les champs ou les tranchées, faire constamment face à l'imprévu, il a rendu autant de services par sa débrouillardise que par son courage. Le père du noble système D, c'est lui, et si le système D est devenu synonyme de toutes les paresse et de toutes les rapines, ce n'est pas sa faute car ce n'est pas dans cet esprit qu'il l'a inventé ni pratiqué.

Pour les parachutages, sans les habitants de tous nos beaux villages du Bergeracois que je veux remercier ici, en ami plus encore qu'en qualité de chef, je ne sais trop, à vrai dire, comment nous les aurions reçus. Il fallait nettoyer les terrains, dégager, transporter par des chemins incommodes les tubes qui pesaient environ 200 kilogrammes, trouver de sûres cachettes. Heureusement, nos amis unissaient à la force des débardeurs un art subtil du camouflage.

« Le charcutier de Machonville est un rigolo »

Dès que les résistants avaient trouvé un bon terrain de parachutage et l'avaient nettoyé, ils le signalaient, et Philibert, spécialiste de ces opérations, venait le visiter. Il fallait que ce terrain mesurât de 200 à 300 mètres de large sur 400 mètres de long, sans maison, bosquet d'arbres, ni cours d'eau, sans voisinage fâcheux, ni voisin indiscret. Quand toutes ces conditions étaient remplies, Philibert homologuait le

terrain et transmettait à Londres, par les soins d'Annette, les renseignements sur sa position. A ce moment, on attribuait un message au terrain. Dans la période lunaire qui suivait, il fallait écouter tous les jours la radio et, le soir où le message passait, aller sur le terrain.

Donc, pour ce premier parachutage d'armes procuré par Philibert, et organisé à Prigonrieux, chez Pinson, le chef du sous-secteur de Laforce, le message était : « Le charcutier de Machonville est un rigolo. » C'était une phrase tirée d'un roman connu.

Ce n'était pas tout à fait un baptême du feu ni un baptême de l'air, mais c'était un peu des deux, et nous étions très émus. Philibert était venu. Nous étions tous réunis dans la ferme de Pinson, et je revois encore la grande salle commune, basse, sombre, enfumée par les pipes et non par l'âtre, car il y avait une large et confortable cheminée qui tirait bien. Dans l'éclairage diffus de la pièce, une vingtaine de paysans des environs écoutaient, en silence, Philibert qui leur expliquait comment il fallait procéder : la disposition des lampes sur le terrain, la façon de couvrir et de garder celui-ci, les mots de passe, la façon de plier les parachutes, l'endroit où les porter pour les enterrer, etc.

Le silence était religieux. Dans leur désir de réussir, tous apportaient au moindre détail l'attention la plus tendue.

Moi, je regardais et je faisais des réflexions d'un ordre plus général, car c'était là mes troupes, et je les voyais, pour ainsi dire, sous mes yeux, passer de l'attente à l'action. Je me disais : « Je suis certainement dans la vérité, car un mouvement capable de

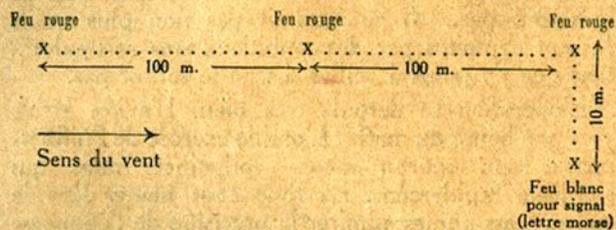
remuer à ce point les masses paysannes, de leur faire affronter de tels risques, de les lancer dans l'aventure alors qu'ils peuvent encore vivre dans un calme relatif, et dans l'abondance, correspond aux désirs secrets de la population... Il ne faut pas que tant de bonne volonté et tant d'espoir soient déçus... Ils ne le seront pas... Il ne faudrait pas non plus qu'ils fussent exploités par des ambitieux sans scrupules... tant que j'y pourrai veiller, ils ne le seront pas. »

L'opération se déroula très bien. L'avion arriva vers une heure du matin. L'oreille exercée de Philibert perçut son ronron encore indistinct, mais qui s'affirma rapidement. La lune était haute dans le ciel et nous pûmes admirer la précision de l'équipage qui conduisait cet avion. Le premier terrain choisi, à 800 mètres de là, avait été abandonné sans que Londres eût été prévenu de ce changement, si bien que tout d'abord l'avion piqua droit sur le terrain abandonné en bordure de la Dordogne. De là, il vit nos lampes allumées et il vint tourner trois fois au-dessus du terrain où nous l'attendions. Il ne répondit pourtant pas tout de suite à nos appels et, sans doute, pour vérifier sa position, il s'éloigna, alla survoler Bergerac. Il revint alors sur nous, en droite ligne. Perdant de la hauteur et mettant ses puissants moteurs au ralenti, il parut un instant nous écraser de sa masse sombre. Sous la carlingue un feu rouge s'alluma : « Compris ! » et aussitôt, ce fut la magnifique floraison des parachutes qui, majestueux et prudents, vinrent déposer autour de nous les tubes d'armes dans un léger cliquetis de ferraille entrechoquée.

Avant même que les parachutes eussent atteint le sol, l'avion avait repris son vol vers l'Angleterre, et

son ronronnement lointain n'était déjà plus que le bourdonnement d'une abeille.

Le schéma suivant donnera une idée du système de balisage des terrains de parachutages :



Ce premier parachutage était, si l'on peut dire, un parachutage de propagande. Il ne comprenait que sept tubes. Ces tubes étaient bien conçus et répondaient parfaitement à leur destination. Ils mesuraient 1 m. 80 sur 0 m. 40 de diamètre. Des poignées permettaient de les porter à quatre, car ils pesaient dans les 200 kilogrammes. La plupart étaient munis d'une pelle, précaution qui n'était pas toujours inutile... Sur le tube un numéro en indiquait le contenu : A1 = 3 mitraillettes ; B2 = 10 grenades et 2 mitraillettes ; E1 = explosifs, etc...

Enfin, en grosses lettres sur un papier, le nombre de tubes parachutés, afin qu'aucun d'eux n'échappât à nos recherches. L'emballage des armes était très soigné.

Ce premier parachutage nous a enthousiasmés. Enfin, nous avons des armes. Une ère nouvelle s'ouvrait devant nous. Des armes..., cela changeait



la face des choses. Comme Christophe Colomb, je levai les bras pour saluer l'aurore d'une nouvelle vie, l'apparition d'un monde nouveau.

Tout ne se passait pas toujours aussi bien. On attendait parfois en vain l'avion : le temps était mauvais, il avait fait une funeste rencontre... Alors on rentrait désespéré. Il se produisait aussi des accidents auxquels on ne s'attendait vraiment pas et ce fut une singulière mésaventure qui jeta un soir une équipe des Landes dans le plus grand embarras. L'avion était arrivé, il avait parachuté normalement ses armes, mais voilà qu'au lieu de repartir, il se met à tourner et finalement s'abat sur le terrain. Il sort de la carlingue sept ou huit hommes, tout un équipage polonais qui s'explique de son mieux avec les gens qui l'entourent. Le pilote raconte qu'il n'a pas pu repartir parce que les trappes de lâchage ne se sont pas refermées. D'où la direction faussée, et l'avion tournant sur lui-même comme une barque dont une rame reste trempée dans l'eau.

Puisque les Polonais sont là, il faut les prendre et avec joie ! Seulement, nos hommes s'attendaient à recevoir des tubes de munitions. Ils avaient pris des dispositions pour les camoufler, mais ils n'avaient pas songé qu'ils devraient cacher huit aviateurs. Va pour les aviateurs, ils sont bientôt en sûreté !

Mais il reste l'avion. C'est un témoin gênant et encombrant ! Comment s'en débarrasser ? On essaya de le démolir. Il résista. On voulut y mettre le feu, il ne brûla pas. Nos Landais eurent tout loisir d'admirer la solidité de la fabrication anglaise. Cette nuit-là, ils auraient préféré avoir dans les mains une camelote plus fragile et inflammable.

Nous étions tous réunis dans la ferme de Pinson, et je revois encore la grande salle commune, basse, sombre, enfumée par les pipes et non par l'âtre, car il y avait une large et confortable cheminée qui tirait bien (page 72).

Enfin, on emporta ce qu'on put, et on laissa l'avion sur place.

Le lendemain, grand émoi : la police française fut mobilisée. La Gestapo vint sur les lieux ; les Allemands voulaient tout savoir et où étaient passés les aviateurs et ce qu'étaient devenus les instruments de bord et qui avait pompé l'essence. Ils ne trouvèrent pas les fugitifs. Les perquisitions restèrent vaines. Philibert donna, en cette occasion, une nouvelle preuve de ce flegme et de ce sang-froid teinté d'humour qui était un des traits marquants de son caractère. Il emprunta un uniforme d'adjudant de gardes mobiles et, mêlé à la police française, il put suivre l'enquête qui heureusement piétina et n'aboutit à rien.

Le temps non plus n'était pas toujours favorable. Au début du mois de mars 1944, notamment, les nuits étaient si froides qu'un matin, en reprenant nos bicyclettes dans la cour de ferme où nous les avions garées, nous retrouvâmes l'huile des chaînes complètement gelée et les pédaliers bloqués.

Par surcroît, nous attendîmes l'avion plusieurs nuits de suite jusqu'à l'aube. Ce froid de canard persistait, et le givre se déposait sur nos épaules. Mais nous n'en sommes pas morts, et bien des joies vinrent par la suite nous reconforter.

Les resquilleurs du parachutage

Une nuit, on attendait un parachutage à Saint-Marcel. Le message passe. Nous fonçons dans la nuit, tous phares allumés, pour arriver à temps. Les avions

nous survolent mais ne lâchent rien. Nous attendons... toujours rien... Au petit jour, quand nous rentrons à Trémolat, qui était notre port d'attache, nous trouvons de pauvres types en train de pousser des tubes dans une charrette à bras, au flanc d'un raidillon.

Voici ce qui s'était passé. Vers dix heures et demie du soir, quatre copains jouaient aux cartes dans un bistrot de Trémolat, quand ils entendent un avion anglais. Ils sortent et, au beau milieu de la place publique, ils commencent à faire des signes avec des lampes électriques. Contrairement à toute attente, car d'habitude les observateurs suivaient exactement leurs consignes, l'avion répond et allume un feu rouge sous sa carlingue. Aussitôt, nos quatre gaillards courent au terrain utilisé le mois précédent, en continuant à faire des signes. L'avion tourne en élargissant ses virages et répond. A peine les hommes sont-ils arrivés enfin sur le terrain que, sans attendre les signaux réglementaires, l'avion lâche tout. Vous imaginez la joie de nos Trémolistes quand ils virent que leur manœuvre avait réussi. Mais ils déchantèrent bientôt car ils n'avaient pas prévu le matériel nécessaire au transport des tubes et il y avait, pour sortir du terrain, avec leur poussette à bras, une petite côte bien raide où ils faillirent dix fois se rompre les os.

Cette aventure encouragea de nombreux amateurs à agiter des lampes sur le passage des avions. Notre ami Georges, de Villeréal, fut un soir assez satisfait de ce stratagème qui lui réussit pleinement, mais ce fut exceptionnel, car les équipages étaient à la fois précis et prudents. Il fallait donner la lettre morse exacte, sinon la trappe ne s'ouvrait pas.

Nous fûmes victimes d'une « resquille » d'un autre

